



RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ
ET LA SITUATION FINANCIÈRE

GROUPE AFI ESCA HOLDING (AEH)
2019

APPROUVE PAR LE GERANT LE 27/05/2020



TABLE DES MATIÈRES

SYNTHÈSE	4
1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS	5
1.1. Activité	5
1.2. Résultats de souscription	11
1.3. Résultat des investissements	14
1.4. Résultats des autres activités	15
1.5. Autres informations	15
2. SYSTÈME DE GOUVERNANCE	16
2.1. Informations générales sur le système de gouvernance	16
2.2. Les politiques écrites	18
2.3. Exigences de compétence et d'honorabilité	18
2.4. Système de gestion des risques, y compris l'évaluation interne des risques et de la solvabilité	19
2.5. Système de contrôle interne	21
2.6. Fonction d'Audit Interne	21
2.7. Fonction Actuarielle	22
2.8. Fonction Conformité	22
2.9. Fonction Gestion des risques	22
2.10. Sous-traitance	23
2.11. Evaluation de l'adéquation du système de gouvernance par rapport à la nature, l'ampleur et la complexité des risques inhérents à l'activité	23
2.12. Autres informations	23
3. PROFIL DE RISQUE	23
3.1. Méthodologie	23
3.2. Analyse par risques	25
3.3. Risque de marché	28
3.4. Risque de défaut	29
3.5. Risque de liquidité	30
3.6. Autres risques et absorption des risques	30
3.7. Exposition au risque	31
3.8. Concentration des risques	31
3.9. Techniques d'atténuation du risque	32
3.10. Risque de liquidité : bénéfice attendu	32
3.11. Sensibilité aux risques	32
3.12. Autres informations concernant le profil de risque	32
4. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ	32
4.1. Bilan Lux GAAP et bilan S2	32
4.2. Actifs	33
4.3. Provisions techniques	35
4.4. Autres passifs	37
4.5. Méthodes de valorisation alternatives	37
4.6. Autres informations	37
5. GESTION DU CAPITAL	37
5.1. Fonds propres	37
5.2. Capital de solvabilité requis et minimum de capital requis	39
5.3. Utilisation du sous-module « risque sur actions » fondé sur la durée dans le calcul du capital de solvabilité requis	40
5.4. Différence entre la formule appliquée standard et tout modèle interne utilisé	40
5.5. Non-respect du minimum de capital requis et non-respect du capital de solvabilité requis	40
5.6. Autres informations	40
6. ANNEXE 1 - RAPPORTS DE SOLVABILITÉ ET DE SITUATION FINANCIÈRE - QRT	42



SYNTHÈSE

L'année 2019 se caractérise par un accroissement du périmètre de consolidation de 5 sociétés, DOM FINANCE, et 4 filiales de courtage chez MAGNACARTA qui nous a rejoint en 2018.

Par ailleurs, le nouvel outil comptable de consolidation a été mis à profit pour établir le bilan économique en établissant la piste d'audit vers les comptes consolidés statutaires et les comptes des filiales.

Sur le plan de l'activité, les faits marquants sont les suivants :

Pour AFI ESCA LUXEMBOURG,

- L'acquisition d'Euresa Life suivie de son absorption à effet rétroactif du 1er janvier 2019 après l'accord obtenu du CAA le 26 décembre 2018 et de très importants développements autour de Custy pour assurer la bonne prise en charge des portefeuilles issus de la croissance externe.
- L'acquisition de la totalité du portefeuille de Nord Europe Life Luxembourg auprès des ACM, avalisé par le CAA en octobre 2019 et à effet comptable du 1er janvier 2020.

Pour AFI ESCA, les résultats courants se maintiennent à un bon niveau grâce à l'assurance emprunteur pour laquelle des investissements importants continuent d'être menés afin d'assurer la compétitivité de l'entreprise sur un marché très concurrentiel. Le résultat global est néanmoins en forte baisse, en raison de la constitution d'une provision exceptionnelle.

L'évaluation de la solvabilité groupe a été faite selon la formule standard. Elle s'établit à 186 % = 386,0 M€ (Fonds Propres) / 207,8 M€ (SCR), en augmentation par rapport à 2018 (165 %) principalement en raison de la baisse du SCR d'AFI ESCA et d'UNOFI.

Nota : AFI ESCA HOLDING consolide des entités d'assurance et des entités non assurance. Ce rapport détaille les activités des entités d'assurance pour lesquelles AFI ESCA HOLDING exerce une influence certaine. Ainsi, la financière THEMIS, Holding co-détenue avec le Conseil Supérieur de Notariat français, consolidée par équivalence, et actionnaire majoritaire d'UNOFI, société d'assurance vie française faisant l'objet d'un reporting détaillé ad hoc, ne fait pas ici l'objet d'un rapport aussi détaillé que les autres entités assurance du groupe.

1. ACTIVITÉ ET RÉSULTATS

1.1. ACTIVITÉ

1.1.1 Présentation de l'entreprise mère

AFI ESCA HOLDING est une holding d'assurances, telle que définie dans la Directive 2009/138/CE article 212§1 alinéa f. AFI ESCA HOLDING est une SARL, immatriculée au RCS sous le numéro 842 523 177, et dont le gérant unique est M. Christian BURRUS.

AFI ESCA HOLDING a des participations dans les filiales suivantes :

Société	Famille	Structure juridique	% de détention	Niveau d'influence	Méthode de consolidation
AFIE ESCA	Assurance	SA	95,31	Dominante	Globale
AFI ESCA IARD	Assurance	SA	100	Dominante	Globale
AFI ESCA Luxembourg	Assurance	SA	100	Dominante	Globale
FINANCIERE THEMIS	Holding financière	SA	29,67	Significative	Mise en équivalence
PLEYEL INVESTISSEMENTS	Gestion immobilière	SAS	95,31	Dominante	Globale
CEAAPS	Courtage	SARL	35,63	Significative	Mise en équivalence
ADHOC GTI	Informatique	SAS	85,83	Dominante	Globale
LD INVESTISSEMENT	Gestion immobilière	SAS	60,03	Dominante	Globale
SERENITE INVESTISSEMENTS	Holding financière	SAS	32,91	Significative	Mise en équivalence
WALLIS ESTATE	Gestion immobilière	SARL	95,31	Dominante	Globale
MAGNACARTA	Courtage	SAS	32,08	Significative	Mise en équivalence
AVANTAGES	Courtage	SAM (société anonyme monégasque)	37,93	Significative	Mise en équivalence
CUSTY HOLDING	Informatique	SPRL (société privée à responsabilité limitée belge)	66,67	Dominante	Globale
CUSTY IP	Informatique	SPRL belge	66,67	Dominante	Globale
CUSTY BELGIQUE	Informatique	SPRL belge	66,67	Dominante	Globale
CUSTY LUXEMBOURG	Informatique	SPRL luxembourgeoise	66,67	Dominante	Globale
DOM FINANCE	Gestion d'actifs	SA	20,01	Significative	Mise en équivalence
SERENALIS	Courtage	SARL	32,08	Significative	Mise en équivalence
ESSENTIALIS	Courtage	SARL	32,08	Significative	Mise en équivalence
NP CONSEIL	Courtage	SARL	22,45	Significative	Mise en équivalence
GT PATRIMOINE	Courtage	SARL	22,60	Significative	Mise en équivalence



1.1.2 Présentation des filiales assurance

Filiale	Activité
AFI ESCA	AFI ESCA est une compagnie d'assurance créée en 1923, constituée sous forme de Société Anonyme, au capital de 12 359 520 €, immatriculée au RCS de Strasbourg sous le numéro 548 502 517 dont le siège social est situé 2 quai Kléber 67000 STRASBOURG, représentée par Monsieur Olivier Sanson, agissant en qualité de Directeur Général. Elle est titulaire des agréments 20, 22 et 24. Les trois dirigeants effectifs sont Messieurs Christian Burrus, Président, Olivier Sanson, Directeur Général, et Elie Tolédano, Directeur Général Délégué. Y sont rattachées les succursales AFI ESCA Italie et AFI ESCA Belgique.
AFI ESCA IARD	AFI ESCA IARD est une compagnie d'assurance constituée sous forme de Société Anonyme, au capital de 5 000 010 €, immatriculée au RCS de Lille sous le numéro 380 138 644 dont le siège social est situé 4 Square Dutilleul 59000 LILLE, représentée par Monsieur Olivier Sanson, agissant en qualité de Directeur Général. Elle est titulaire des agréments 01, 02, 14 (à compter de juillet 2018), 16a et 16k. Les deux dirigeants effectifs sont Messieurs Olivier SANSON, Directeur Général, et Elie TOLEDANO, Directeur Général Délégué nommé en juin 2016. Son président est Monsieur Bernard DEBIENNE.
AFI ESCA Luxembourg	AFI ESCA Luxembourg S.A est une compagnie d'assurance, constituée sous forme de Société Anonyme, immatriculée au RCS de Luxembourg sous le numéro B175991, dont le siège social est 4, rue du fort Wallis L-2714 Luxembourg. Elle est titulaire des agréments I, III et VI. Les dirigeants effectifs sont Monsieur Christian Burrus, Administrateur Délégué, AFI ESCA Holding représentée par Monsieur Laurent Coppens, Administrateur Délégué et Monsieur Stéphane Vomscheid, Directeur Délégué et Dirigeant Agréé.

1.1.3 Description des principales activités des filiales du Groupe AEH

Sociétés d'assurances détenues consolidées en intégration globale

1.1.3.1 AFI ESCA

AFI ESCA est une compagnie d'assurance Vie, localisée en France, dont les activités principales sont l'assurance emprunteur, l'épargne en euro et en UC ainsi que les contrats obsèques (épargne et prévoyance). Elle a développé son activité emprunteur sur les marchés belges et italiens en créant deux succursales.

Principale contributrice de l'activité du Groupe AEH, le chiffre d'affaires s'est élevé à 267,6 M€ en 2019, soit une croissance de 1,6 % par rapport à l'exercice précédent. Cette croissance a été notamment portée par l'activité des succursales belge et italienne.

Le Résultat Technique s'établit à 11,8 M€ en baisse par rapport à 2018 (16,2 M€). Cette baisse s'explique principalement par la baisse de la contribution au résultat des garanties complémentaires, le changement de calcul du minimum de Participation aux bénéfices (conséquence du rapport de contrôle de l'ACPR) et par la baisse des revenus financiers.

Au cours de l'année 2019, la société a fait l'objet d'un contrôle général de l'ACPR (Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution), dont les conclusions sont attendues en 2020. Compte tenu des observations formulées dans le projet de pré-rapport, la société a décidé de prendre en compte dans les comptes annuels clos au 31/12/2019 un risque lié à la régularisation du calcul du minimum de PB. De ce fait, une provision pour risques et charges d'un montant de 12,2 M€ (poste : Autres provisions pour risques et charges) a été comptabilisée en résultat exceptionnel, portant le résultat net à 0,3 M€ contre 13,8 M€ l'année dernière.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

En 2019, l'activité Epargne a été en recul (-10 %), tandis que l'activité Risque a poursuivi sa croissance (+10 %), aussi bien en France qu'en Belgique et en Italie. L'activité Obsèques a également progressé (+4 %). Plus précisément :

Sur l'activité **Emprunteur française**, nous avons continué à constater des blocages des établissements bancaires dans leur acceptation des contrats en délégation, malgré la réglementation qui normalement les y contraint, ainsi qu'une concurrence tarifaire de plus en plus forte, accentuée par la prolifération des comparateurs de prix.

Malgré ces éléments contraignants, AFI ESCA a vu sa production nouvelle en Emprunteur en France atteindre un nouveau sommet, permettant au chiffre d'affaires de croître de 11%. L'ensemble des activités de prévoyance (Emprunteur, Obsèques prévoyance et autres Vie entière) a représenté 197 M€ de chiffre d'affaires, soit près des trois quarts de la collecte totale.

En **Epargne et Vie Entière**, la production nouvelle a été en recul. La collecte nette Epargne est restée en territoire négatif, dans les mêmes ordres de grandeur que l'an dernier (-27 M€) et la collecte en unités de compte a été un peu plus basse que l'an dernier (31 M€). Une seule campagne d'offre de produits structurés a été menée en 2019 du fait de la situation des marchés.

En **Prévoyance Obsèques**, la production nouvelle (40 M€) est stable par rapport à l'année passée.

En **Belgique**, l'activité a été en progression limitée avec un chiffre d'affaires en hausse de 5 %. La solution de souscription électronique utilisant l'identification par la carte d'identité électronique a été déployée en cours d'année.

En **Italie**, la collecte a poursuivi sa croissance (+14 %), à la fois sur les activités Emprunteur traditionnelles et sur la vente du produit CQP (assurance de prévoyance réglementée pour les retraités). Les premières ventes de l'offre CQS (assurance de prévoyance réglementée pour les salariés) ont démarré.

1.1.3.2 AFI ESCA IARD

AFI ESCA IARD est une compagnie d'assurance Non-Vie, localisée en France, dont les activités principales sont les garanties accessoires associées aux contrats emprunteur d'AFI ESCA : incapacité, invalidité, décès accidentel, chômage, etc... Elle a développé son activité sur le marché italien en créant une succursale.

Le chiffre d'affaires s'est élevé à 2 328 K€ en 2019, soit une croissance de 12 % par rapport à l'exercice précédent. Cette hausse s'explique notamment par le déploiement du nouveau contrat CQS dont le chiffre d'affaires s'élève à 321,2 K€ à fin 2019. Le contrat VIVENDO dont le chiffre d'affaires s'élève à 1 856,5 K€ est en recul de 2,4 %.

Sur le plan de la gestion financière et compte tenu de son profil de risque, la société a géré de manière plus dynamique son actif. Cela s'est traduit par des achats d'obligations corporate et d'actions au détriment des OAT. La gestion financière a dégagé un résultat de 221 K€ contribuant grandement au résultat net.

Le résultat net s'élève à 121 K€.

Depuis juin 2016, la société fait l'objet d'un suivi trimestriel consécutif au plan de financement acté en avril 2016. Ainsi, elle a rendu trimestriellement à l'ACPR le suivi de son plan.

1.1.3.3 AFI ESCA Luxembourg

AFI ESCA Luxembourg est une compagnie d'assurance Vie, localisée à Luxembourg, dont l'activité est l'épargne UC.

L'exercice clos du 31 décembre 2019 se traduit par un gain de 0,23 M€ (2018 : déficit de 3,2 M€).

Ce résultat positif provient de l'effet de plusieurs facteurs :

- Acquisition de la société Euresa-Life ;
- Augmentation de la production nouvelle ;
- Augmentation des produits des placements (comptes non techniques).

L'année 2018 avait été marquée par la mise en place d'un nouveau système de gestion des contrats, interfacé avec le système de gestion d'actifs.



Les efforts pour faire connaître la compagnie avec la définition d'une image indiquant son positionnement vis-à-vis de ses concurrents, une mise en perspective de l'antériorité de l'activité assurantielle pratiquée par son actionnariat familial et par le développement de son site internet.

Ses efforts de développement ont porté principalement sur la Belgique grâce au portefeuille d'apporteurs de la société Euresa-Life acquise en 2018 et intégrée en 2019, développé avec l'aide d'un conseiller et d'un nouveau responsable du développement commercial recruté pour accélérer cette prospection.

Le marché français continue d'être exploré via AFI ESCA Patrimoine et le réseau emprunteur d'AFI ESCA France. Avec cette dernière, elle a conjointement lancé un deuxième produit structuré (Evolusis II) conforme aux réglementations françaises et luxembourgeoises.

Concernant 2019, AFI ESCA Luxembourg continue d'améliorer l'offre commerciale qu'elle met à disposition des courtiers, ainsi que l'automatisation de ses process.

Les deux grands enjeux de 2019 ont été de fidéliser les courtiers avec lesquels la compagnie travaille pour leur fournir de meilleurs outils et plus d'options à proposer à leurs clients et de réactiver le réseau de courtage de la société Euresa-Life, en run-off, ceci afin d'augmenter significativement la collecte nette de la société.

Enfin, pour parfaire sa stratégie de croissance externe, la compagnie a fait également l'acquisition du portefeuille de contrats de la société luxembourgeoise NELL, avec son personnel, qu'elle intégrera à partir du 1er trimestre 2020.

Autres sociétés

1.1.3.4 FINANCIERE THEMIS

La société FINANCIERE THEMIS est une société holding, qui détient :

- 62,44 % du capital social de la holding du groupe UNOFI, SAS UNOFI ;
- 44,40 % du capital social de la SAS LSN ASSURANCES.

Pour l'exercice 2019, aucun dividende n'a été remonté de la FINANCIERE THEMIS à AFI ESCA.

En 2019, la SAS FINANCIERE THEMIS a perçu un acompte sur dividendes de 4 886 M€ de la SAS UNOFI.

SAS UNOFI

La société holding SAS UNOFI détient, depuis le 19 mars 2003, plus de 99,99 % du capital des sociétés Unofi-Crédit (société de financement) et Unofi-Assurances (compagnie d'assurance sur la vie et de capitalisation), qui détiennent elles-mêmes les autres sociétés du groupe Unofi, Unofi-Patrimoine (directions régionales et services du développement) et Unofi-Gestion d'Actifs.

Le chiffre d'affaires s'est établi en 2019 à 525 M€ contre 543 M€ pour 2018, diminution de 3,4 %.

L'effectif global du groupe atteint 323 salariés au 31 décembre 2019 contre 320 en 2018.

LSN ASSURANCES

Spécialiste de la Responsabilité Civile Professionnelle, LSN ASSURANCES est le courtier des notaires et des professions réglementées depuis plus de 50 ans. LSN ASSURANCES conseille également les entreprises et les associations pour leurs risques de responsabilité et de dommages, ainsi que pour la protection de leurs salariés.

Elle a réalisé un chiffre d'affaires de 39,2 M€ en 2019, dont 2,6 M€ pour sa filiale LSN Réassurance.

1.1.3.5 PLEYEL INVESTISSEMENTS

C'est une société de gestion immobilière, propriétaire de plusieurs biens fonciers et immobiliers en région parisienne. Le résultat au 31/12/2019 est de -1 507 K€. Deux baux en l'état de futur achèvement portant sur la Tour Pleyel, actif principal de la société, afin d'exploiter un hôtel de 700 chambres ainsi que le centre de conférences ont été signés pour une durée de 24 ans avec le groupe hôtelier H Hotel. La réalisation de l'avant-projet descriptif a été lancée en fin d'année préalablement à l'appel d'offres pour l'exécution des travaux. Il est prévu une livraison de l'ensemble immobilier le 31 décembre 2023.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

1.1.3.6 LD INVESTISSEMENTS

C'est une société immobilière propriétaire d'un bien foncier en région parisienne et qui participe via une société tierce au projet de construction d'un ensemble immobilier mixte en région parisienne. Son résultat au 31/12/2019 est de 57 K€.

1.1.3.7 WALLIS ESTATE

C'est une société de droit luxembourgeois, propriétaire d'un bien immobilier à Luxembourg.
AFI ESCA a acquis 100 % des parts sociales de WALLIS ESTATE en novembre 2016. Le résultat au 31/12/2019 est de 0,9 M€. Un acompte sur dividende a été versé pour 670 000 euros.

1.1.3.8 CEAAPS

CEEAPS est une SARL, société de courtage, dont le résultat est de 0,5 M€ en 2019, soit au même niveau que 2018.

1.1.3.9 AD HOC GTI

AD HOC GTI est une SAS, dont le chiffre d'affaires pour 2019 est de 2,5 M€ et dont l'activité est l'édition de logiciels et extranet pour les professionnels de l'assurance.
Le résultat net de l'exercice fait ressortir un bénéfice de 405 K€, contre 230 en 2018.

1.1.3.10 MAGNACARTA

MAGNACARTA est une SAS qui anime un réseau de Conseillers en gestion de patrimoine indépendants, et dans laquelle AFI ESCA a pris en décembre 2017 une participation de 30,46 % pour un montant de 1,3 M€.
Le Résultat Net 2019 est de 338 K€.

1.1.3.11 AVANTAGES

AVANTAGES est un courtier grossiste, basé à Monaco, qui conçoit et gère des contrats affinitaires. 39,8 % du capital social a été acquis au courant du 4ème trimestre 2017, pour un montant de 13,9 M€. Le Résultat Net 2019 est de 0,2 M€.

1.1.3.12 SERENITE INVESTISSEMENTS ET DOM FINANCE

SERENITE INVESTISSEMENTS est la holding de contrôle de DOM FINANCE. Son résultat 2019 est de -4 K€.
Dom FINANCE est un gestionnaire d'actifs qui gère un portefeuille de 1 800 M€ en décembre 2019 et réalise un résultat 2019 de 1 441 K€.

1.1.4 Autorité de contrôle

Le contrôle de Groupe est assuré par le Commissariat aux Assurances sis, 7, boulevard Joseph II, L-1840 LUXEMBOURG.

1.1.5 Auditeurs externes

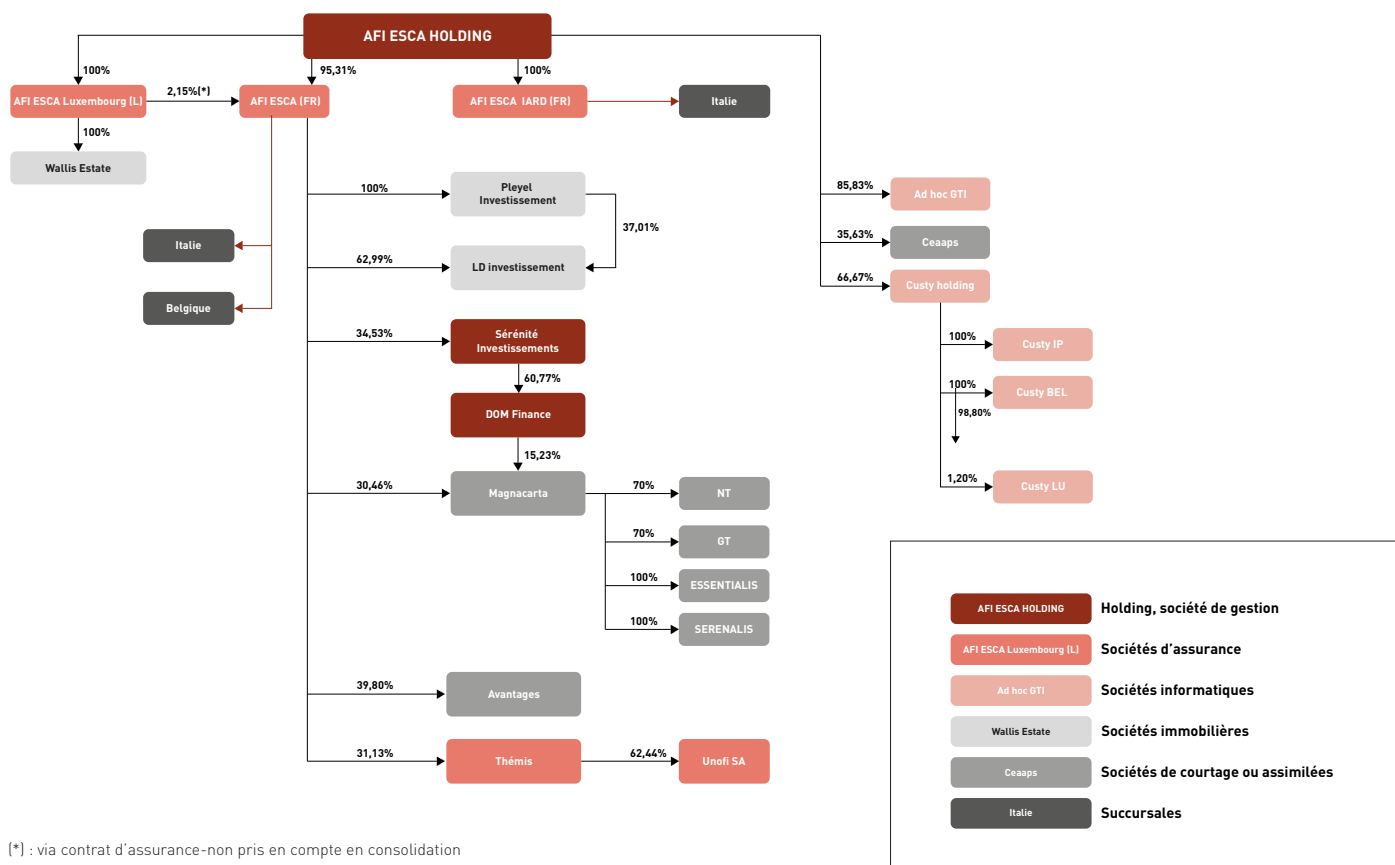
MAZARS Luxembourg, Société anonyme – RCS Luxembourg n° B159962, Sise 5, rue Guillaume J. Kroll, L-1882 Luxembourg, représentée par Monsieur Amir CHAKROUN.

1.1.6 Informations sur l'actionnariat

AFI ESCA Holding est détenue à 100 % par la famille Burrus.



1.1.7 Organigramme du Groupe au 31/12/2019



(*) : via contrat d'assurance-non pris en compte en consolidation

La SCI DUTILLEUL et la SCI DU QUAI KLEBER n'entrent pas dans le périmètre de consolidation, compte tenu de leur taille très faible, de leur impact négligeable et de leur traitement en transparence dans les comptes sociaux d'AFI ESCA. Les autres structures ne sont pas consolidées du fait du taux de détention.

1.1.8 Lignes d'activité importantes par zones géographiques

Dans ce paragraphe, ainsi que dans le reporting QRT, les primes d'AFI ESCA sont retenues à 100 % pour évaluer le chiffre d'affaires du groupe.

Le tableau suivant présente l'activité d'assurance-vie sur les principaux pays (en M€) :

	Montant de primes émises par pays						Total
	Belgique	Italie	France	Suisse	Luxembourg	Autres	
Brut	22,7	22,7	227,5	12,7	44,1	4,4	334,2
Réassureur	0,5	15,9	8,6	0,0	0,0	0	25,0
Net	22,2	6,8	218,8	12,7	44,1	4,4	309,2

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Le tableau suivant présente l'activité non-vie (primes émises en €) sur les principaux pays :

	Pays par montant de primes brutes émises		Total
	France	Italie	
Brut	150 306	2 008 946	2 159 253
Réassureur	80 354	370 797	451 151
Net	69 952	1 638 149	1 708 101

Le tableau suivant présente l'activité vie (primes émises en M€) par ligne de business :

	Assurance santé	Assurance avec participation aux bénéfices	Assurance en unité de compte	Autre assurance vie	Total
Brut	26,1	104,0	97	106,6	334,2
Réassureur	1,8	0,1	0,0	23,1	25,0
Net	24,3	103,9	97,5	83,5	309,2

Le tableau suivant présente l'activité non-vie (primes émises en M€) par ligne de business :

	Assurance crédit et caution	Garantie sur pertes financières	Total
Brut	0,32	1,83	2,15
Réassureur	0,29	0,16	0,45
Net	0,03	1,67	1,70

1.1.9 Opérations importantes ayant eu un impact

Sans Objet.

1.2. RÉSULTATS DE SOUSCRIPTION

Du fait de sa nature, AFI ESCA HOLDING n'exerce pas d'activité d'assurance en direct. Par conséquent, les éléments présentés ci-après sont un résumé de la performance de souscription de ses filiales assurance.



1.2.1 Résultats de souscription par filiale

1.2.1.1 AFI ESCA

Le tableau ci-après présente les résultats de souscription selon les principales lignes d'activités d'AFI ESCA.

(K€)	Epargne	Prévoyance			Total AEF
		France	Succursales	Total Prévoyance	
Chiffres d'affaires	94 681	132 843	39 974	172 817	267 498
Sinistres	-104 983	-48 322	-5 635	-53 957	-158 941
Frais et Commission	-12 531	-40 199	-17 172	-57 371	- 69 902
Produits de placements nets de charges	14 031	6 975	328	7 303	21 334
Charge de PB et IT	-11 737	-3 576	-1	-3 577	-15 314
ACAV	50 406	0		0	50 406
Résultat de réassurance	-2	-3 524	2 340	-1 184	-1 186
Résultat technique	-4 397	15 510	729	16 239	11 842
Provision mathématique fin	924 469	337 153	52 736	389 889	1 314 358
Résultat Net					315

1.2.1.2 AFI ESCA IARD

Les deux tableaux, ci-après, présentent les résultats techniques bruts et nets de réassurance ventilés par zone géographique.

Brut de réassurance (K€)	France	Italie	Total
Primes émises	150	2 178	2 328
Charge des PPNA	1	-585	-584
Charge des PT	-40	-64	-104
Prestations	-21	-60	-81
Frais et commissions	-145	-1 427	-1 572
Autres produits	0	0	0
Produits financiers	182	45	227
Résultat technique	127	87	214

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Net de réassurance (K€)	France	Italie	Total
Primes émises	70	1 793	1 863
Charge des PPNA	1	-386	-385
Charge des PT	-9	-48	-57
Prestations	-2	-30	-32
Frais et commissions	-145	-1 326	-1 471
PB Réassurance	13	0	13
Autres produits	0	0	0
Produits financiers	182	45	227
Résultat technique	110	48	158

En complément, les ratios combinés par pays sont les suivants :

Ration Combinés	France	Italie	Total
Brut de réassurance	135%	97%	101%
Net de réassurance	201%	100%	105%

Les ratios nets de réassurance sont plus défavorables car on cède du résultat positif.

Le tableau ci-après présente la production annualisée¹ réalisée au cours de l'exercice et sa comparaison avec 2018 :

Production annualisée (K€)	2018	2019	Variation
France	13	7	-46%
Italie	1 858	2 183	17%
Total	1 871	2 189	17%

La production annualisée progresse de 17 % entre 2018 et 2019, soit plus vite que la progression du chiffre d'affaires (12 %). En France, production annualisée et chiffre d'affaires sont en décroissance, alors qu'en Italie les 2 indicateurs sont en hausse très nette.

¹ La production annualisée correspond au montant encaissé (prime unique) ou à encaisser (prime périodique) sur la première année, hors chutes.



1.2.1.3 AFI ESCA Luxembourg

Le tableau ci-après présente les résultats de souscription d'AFI ESCA Luxembourg.

(K€)	2019	2018
Primes émises	66 630	4 251
Rachats nets	-50 883	-20 116
Chargements & Revenus liés	2 293	1 027
Frais généraux	-3 728	-3 287
Résultat technique	-1 470	-2 299

1.2.2 Analyse de la performance de souscription globale de l'entreprise sur la période de référence

Le résultat du groupe repose aujourd'hui sur la performance de souscription en assurance emprunteur en France. Cependant l'objectif est de diversifier ces sources de résultat en développant l'assurance Epargne, que ce soit pour AFI ESCA ou AFI ESCA Luxembourg.

1.3. RÉSULTAT DES INVESTISSEMENTS

Le tableau ci-après présente les résultats des investissements par catégorie d'actif dans les comptes consolidés et hors Résultats en M€ dans les portefeuilles en unité de compte :

Catégorie d'actifs	Dividendes	Loyer	Plus moins value	Revenus	Total général
Actions	1,173		0,278	2,981	4,432
Dépôts				0,776	0,776
Immobiliter		3,407	0,299	0,000	3,706
Obligations			18,211	14,416	32,626
OPCVM	3,044		17,291	5,970	26,305
Total général	4,217	3,407	36,079	24,142	67,846

L'essentiel de ces résultats proviennent de la filiale AFI ESCA.

1.3.1 Profit-pertes comptabilisés directement en fonds propres

Cf. RSR solo.

1.3.2 Investissements dans titrisation

Cf. RSR solo.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

1.4. RÉSULTATS DES AUTRES ACTIVITÉS

Le tableau ci-après présente la contribution (en €) de chaque filiale au résultat consolidé (en M€) :

SOCIETE	TAUX DET	RESULTATS SOCIAUX (1)	RETRAITEMENTS (2)	RESULTAT CONSO (3)=(1)+(2)	PARTS MINORITAIRES (4)	RESULTAT CONSOLIDE PART GROUPE (5)=(3)+(4)
THEMIS	29,6717%	26 807 000	-	26 807 000	- 18 852 916	7 954 084
AFI ESCA	95,3154%	314 749	- 8 448 525	- 8 133 775	381 039	- 7 752 737
PLEYEL	95,3154%	- 1 506 517	-	- 1 506 517	70 575	- 1 435 942
AE LUX	100,0000%	229 801	- 895 000	- 665 199	-	- 665 199
CUSTY FL (LUX.)	66,6700%	706 238	-	706 238	- 235 389	470 849
WALLIS ESTATE	100,0000%	859 364	- 419 625	439 739	-	439 739
ADHOC GTI	85,8251%	405 430	668	406 098	- 57 564	348 534
Dom	20,0032%	1 441 508	- 39 526	1 401 982	- 1 121 541	280 441
AE HOLDING	100,0000%	7 641 651	- 7 431 123	210 528	-	210 528
CEAAPS	35,6250%	476 731	22 354	499 085	- 321 286	177 799
Magnacarta	29,0307%	337 114	- 841 310	- 504 196	357 824	- 146 372
AFI ESCA IARD	100,0000%	120 656	-	120 656	-	120 656
CUSTY IP	66,6700%	163 084	- 38 696	124 388	- 41 458	82 929
Avantages	37,9355%	215 541	-	215 541	- 133 774	81 766
LDI	95,3154%	56 681	-	56 681	- 2 655	54 026
CUSTY HOLDING	66,6700%	- 43 098	-	- 43 098	14 365	- 28 734
CUSTY Belgique	66,6700%	34 506	-	34 506	- 11 501	23 005
NP	20,3215%	80 829	- 176 717	- 95 888	76 402	- 19 486
GT	20,4534%	455 357	- 402 537	52 820	- 42 016	10 803
SERENALIS	29,0307%	- 23 087	-	- 23 087	16 385	- 6 702
SERENITE	32,9164%	- 3 782	-	- 3 782	2 537	- 1 245
ESSENTIALIS	29,0307%	663	-	663	-471	193
		38 770 420	- 18 670 037	20 100 383	- 19 901 445	198 938

1.5. AUTRES INFORMATIONS

Néant.



2. SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2.1. INFORMATIONS GÉNÉRALES SUR LE SYSTÈME DE GOUVERNANCE

2.1.1 Informations sur AFI ESCA HOLDING

La gérance de la SARL est assurée par un gérant unique.

En termes opérationnels, le gérant unique s'appuie sur :

- Le Directeur Délégué, salarié de la holding, responsable de la consolidation comptable en normes locale et prudentielle ainsi que des activités de fusion acquisition au sein du groupe.
- Le responsable de la fonction clé de Gestion des Risques Groupe, qui est en particulier responsable du reporting prudentiel annuel. Celui-ci est également responsable opérationnel de la fonction-clé actuariat groupe, tenue par un administrateur.
- Des responsables des fonctions-clé audit interne et conformité, qui ont comme le responsable de la fonction-risque la même activité au sein des filiales d'assurances consolidées en intégration globale (ci-après dénommées « entités solo »).

Chaque entité solo dispose de son système de gouvernance propre et le Groupe définit les orientations principales, notamment à travers les politiques uniques.

2.1.2 Comité d'Audit Groupe

Conformément à la loi du 23 juillet 2016 (« Audit Law »), qui transpose en Droit luxembourgeois la Directive 2014/46/EU du 16 avril 2014 sur le contrôle légal des comptes annuels et des comptes consolidés, modifiant la Directive 2006/43/CE, la société a mis en place un Comité d'Audit Groupe.

Sa principale mission est celle d'assister le Gérant dans sa responsabilité de suivre et de contrôler le dispositif de contrôle interne en place, incluant le processus d'élaboration de l'information financière.

Le Comité d'Audit Groupe agit sous la responsabilité exclusive du Gérant.

Le périmètre d'intervention du Comité d'Audit Groupe inclut la société AFI ESCA HOLDING, ainsi que toutes les compagnies d'assurance dont elle a le contrôle. Ce périmètre est dénommé « Groupe AFI ESCA ».

2.1.2.1 Composition

Le Comité d'Audit est composé de : Monsieur Christian BURRUS, Monsieur Daniel BLANCHARD, Président du Comité d'Audit, Monsieur Jean-Claude JEGOU, Monsieur André SAINT-MLEUX, Monsieur Jean-Yves HERMENIER.

Ce Comité est assisté, en qualité de membres permanents, par :

- Le responsable de la Fonction Gestion des risques ;
- Le responsable de la Fonction Audit Interne, secrétaire du Comité.

Et, pour les points relatifs à une société du Groupe AFI ESCA, par :

- Le Directeur Général de la société ;
- Le Directeur Général Délégué de la société.

Les membres du Comité peuvent, sur décision concertée, demander la participation de différents acteurs pour traiter de sujets spécifiques.

Le Comité invite au moins une fois par an les Commissaires aux Comptes.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

2.1.2.2 Fonctionnement

Le rôle et les missions du Comité d'Audit sont décrits dans la Charte du Comité d'Audit. Elle précise notamment que le Comité d'Audit est chargé d'assister le Gérant dans sa responsabilité de suivi des dispositifs de Contrôle Interne et d'élaboration de l'information financière. Ainsi, dans le cadre de ses missions, le Comité d'Audit assure notamment :

- La surveillance du processus d'élaboration de l'information financière ;
- Un suivi du contrôle légal des comptes annuels ;
- Un suivi des risques et du Contrôle Interne ;
- Un suivi des questions de déontologie au sein de l'organisation ;
- La revue des travaux de l'Audit Interne ;
- Un examen des travaux des autres fonctions-clés et la réalisation des entretiens annuels de ces dernières.

Par ailleurs, le Comité d'Audit peut réaliser des missions ponctuelles, sur la demande du Gérant.

La tenue du Comité d'Audit donne lieu à la rédaction d'un procès-verbal et d'un rapport qui est systématiquement remis au Gérant par le Président du Comité d'Audit.

Au cours de l'exercice 2019, le Comité d'Audit Groupe s'est réuni à six reprises.

2.1.3 Délégations de responsabilités, attribution des fonctions et lignes de reporting

Aucune délégation de pouvoir spécifique n'est prévue au niveau d'AFI ESCA Holding.

2.1.4 Politique de rémunération

AFI ESCA HOLDING a deux salariés (le directeur délégué et son adjoint), dont la rémunération est décidée par le gérant.

2.1.4.1 Critères de performance individuelle ou collective

N/A

2.1.4.2 Droits à rémunération des membres du Conseil d'Administration

Sans Objet.

2.1.4.3 Régimes de retraite complémentaire des membres du CA, de la Direction et des fonctions clés

Pour ce qui concerne la Direction, en plus du régime de retraite légal, il a été mis en place un contrat d'assurance « groupe » de pension complémentaire, qui couvre également les risques décès et invalidité.

Ce contrat a été souscrit auprès de la compagnie La Bâloise.

Les cotisations sont assises sur les salaires, payées annuellement et conformément à la réglementation applicable. Elles font l'objet d'un paiement forfaitaire d'impôt de 20 % et d'une participation forfaitaire du salarié.



2.2. LES POLITIQUES ÉCRITES

Le groupe s'est doté de 12 politiques uniques validées par le gérant en octobre 2019 à l'issue du processus de revue annuel :

N° de politique	Politique
SII-01	Politique unique de contrôle et de suivi de la compétence et honorabilité
SII-03	Politique unique d'audit interne
SII-06	Politique unique de gestion du capital
SII-07	Politique unique sur la communication d'information au superviseur - RSR
SII-08	Politique unique sur la communication d'information au public - SFCR
SII-09	Politique unique sur le changement de modèle interne
SII-10	Politique unique sur la conformité
SII-12	Politique unique sur les prêts hypothécaires
SII-13	Politique unique de valorisation des actifs et des passifs
SII-14	Politique unique ORSA
SII-15	Politique unique de Gestion des Risques
SII-16	Politique unique de la fonction actuarielle

Pour 4 thèmes (contrôle interne, sous-traitance, continuité d'activité, rémunération), il n'y a pas de politique groupe dédiée, le groupe s'appuyant sur les politiques de chacune des entités solos.

2.3. EXIGENCES DE COMPÉTENCE ET D'HONORABILITÉ

2.3.1 Fonctions clés

Les fonctions clés Groupe sont les suivantes :

Fonction clé	Titulaire au cours de l'année 2019
Fonction Audit Interne	Charlotte PACQUEMENT
Fonction Conformité	Mélanie D'HEM
Fonction Gestion des Risques	Ludovic DULAURÖY
Fonction Actuariat	Jean-Yves HERMENIER - Adjoint opérationnel : Ludovic DULAURÖY

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Les responsables de fonctions clés ont été désignés compte-tenu de leurs diplômes, connaissances et expériences. Chaque fonction-clé requiert des connaissances spécifiques :

- Pour la fonction d'audit interne, des connaissances en matière de normes assurantielles ;
- Pour la fonction de vérification de la conformité, des connaissances en matière réglementaire ayant une relation directe avec les lignes métiers du Groupe ;
- Pour la fonction de gestion des risques, des connaissances en matière d'identification, d'évaluation qualitative et/ou quantitative des risques, de techniques d'atténuation ou de réduction des risques ;
- Pour la fonction actuarielle, des connaissances en matière de techniques de calculs financiers et actuariels, de réassurance et en tarification.

Les responsables des fonctions clés ont la responsabilité de posséder ou d'acquérir les connaissances et le savoir-faire dans leur domaine. Ils peuvent ainsi demander à bénéficier de formations nécessaires pour leur permettre de continuer à accomplir correctement leurs missions.

2.3.2 Conditions d'honorabilité

Afin de garantir l'intégrité des fonctions clés, les conditions d'honorabilité doivent être remplies du point de vue professionnel et personnel.

Un extrait de casier judiciaire a été demandé préalablement à la nomination du responsable.

Le responsable d'une fonction clé ne satisfait pas ou plus à la condition d'honorabilité professionnelle et personnelle s'il a fait l'objet d'une ou plusieurs condamnations mentionnées à l'article L322-2 du Code des assurances.

Le responsable d'une fonction clé est tenu d'informer la Direction Générale de toute situation pouvant conduire à un cas d'exclusion. A défaut, la Direction Générale peut engager des mesures disciplinaires à son encontre.

2.3.3 Respect de l'obligation d'entretien annuel

Le Gérant entend, directement et de sa propre initiative, chaque fois qu'il l'estime nécessaire, les responsables des fonctions clés.

Par ailleurs, le gérant a demandé au Comité d'Audit Groupe, dont il est membre, de recevoir une fois par an les responsables des fonctions-clés afin d'aborder les sujets suivants de manière indépendante : formation et rôle, capacité à exercer, moyens de communication dans l'entreprise, positionnement, liberté, indépendance, activité de l'année et points de vigilance.

L'entretien s'est tenu le 10 décembre 2019 pour les fonctions clés Audit Interne, Conformité, Actuariat et Gestion des Risques. Il abordait aussi les mêmes questions pour les entités solo avec les titulaires respectifs.

2.4. SYSTÈME DE GESTION DES RISQUES, Y COMPRIS L'ÉVALUATION INTERNE DES RISQUES ET DE LA SOLVABILITÉ

2.4.1 Politique de gestion des risques

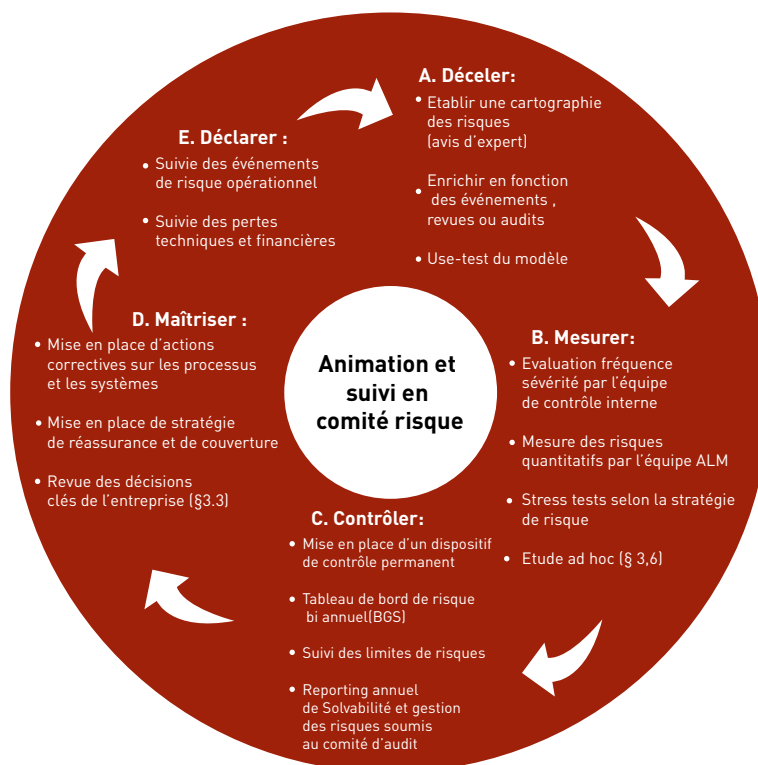
Le Groupe AFI ESCA a défini fin 2018 une politique de gestion des risques Groupe unique, s'appliquant à l'ensemble des entités solo du groupe.

Cette politique vise à formaliser et définir un processus complet de gestion des risques dans l'entreprise (détecter, mesurer, contrôler, maîtriser, déclarer), animé en comité des risques. Ce dispositif s'inscrit dans un schéma global de gestion des risques dont le pilotage stratégique est assuré par la Direction Générale.

Cette politique a défini 10 grandes catégories de risques auxquels est exposé le GROUPE AFI ESCA (Risque de souscription ou provisionnement, Risque de marché, Risque de crédit, Risque commercial, Risque opérationnel, Risque de réputation, Risque de liquidité, Risque stratégique, Risque émergent, Risque politique), et qui constitue la maille de suivi de risque agrégé retenue dans la stratégie de risque, formalisé dans les rapports ORSA des entités solos.



La synthèse du dispositif est donnée dans le schéma ci-dessous :



2.4.2 Mesure des risques selon Solvabilité 2

Le Gérant examine et approuve, après avoir reçu l'avis du Comité d'Audit Groupe, chaque année la solvabilité de l'entreprise établie au 31 décembre sous les normes prudentielles Solvabilité 2.

En respect de l'article 35, paragraphe 6 et suivant de la directive 2009/138/CE et du fait de l'exemption trimestrielle déjà accordée sur l'activité des entités solo françaises par l'ACPR, le CAA a accordé par un courrier du 15 octobre 2018 une exemption du reporting trimestriel groupe. Cependant, dans le cas de besoin, une estimation de la solvabilité du groupe AFI ESCA Holding peut être réalisée sur une base simplifiée. Cela a été le cas à l'automne 2019 afin d'évaluer la forte baisse des taux d'intérêt.

2.4.3 Description du processus ORSA

Le processus ORSA s'inscrit dans le cadre de la politique de gestion des risques de l'entreprise, présentée au § 2.4.1. Le dispositif permettant d'accomplir le processus ORSA est décrit dans la Politique ORSA.

Pour les entités solos, chaque année, le rapport ORSA est produit par la Direction des Risques et proposé au Comité des Risques qui le valide pour transmission au Comité d'Audit groupe. Un premier exercice est réalisé sur la base des comptes du 30 septembre. En décembre, le Comité d'Audit examine le rapport, s'assure de la cohérence globale des dispositifs et du respect de la politique établie, et propose un avis au Conseil d'Administration. Si le Conseil d'Administration estime que les risques dépassent le cadre d'appétence, il peut instruire des mesures de gestion afin de les atténuer. Sur ces bases, un rapport définitif est soumis au Conseil d'Administration d'avril qui le valide avant envoi à l'autorité de contrôle.

Du fait des travaux de consolidation, le processus est décalé pour le groupe. L'ORSA est produit entre avril et mai et soumis pour avis au Comité d'Audit groupe en juin, avant la validation par le gérant qui déclenche l'envoi au CAA. Jusqu'en 2018, les rapports ORSA concernent principalement le respect permanent des exigences de capital. Le rapport de juin 2019 a permis de présenter pour la première fois un rapport plus complet comprenant la formalisation du besoin global de solvabilité, la définition de l'appétence au risque et des limites, et l'adéquation de la formule standard.

2.5. SYSTÈME DE CONTRÔLE INTERNE

2.5.1 *La gouvernance du système de contrôle interne*

La politique de contrôle interne définie par chaque filiale vise à améliorer la maîtrise de ses activités et leur efficacité ainsi qu'à appréhender les risques auxquels elle fait face et améliorer leur prise en compte.

2.5.2 *Organisation des contrôles et procédures clés du système de contrôle interne*

Le dispositif de Contrôle Interne de chaque filiale s'inscrit dans une organisation qui comprend des contrôles de premier niveau, réalisés par chaque Direction Opérationnelle ou fonctionnelle, visant à maîtriser les risques relevant de son périmètre de compétence ou à contrôler de manière transversale les risques pris par la société, y compris dans d'autres Directions et des contrôles de second niveau, réalisés par les responsables hiérarchiques des directions opérationnelle ou fonctionnelle et le service de Contrôle Interne.

Les contrôles de troisième niveau sont réalisés par l'Audit Interne, qui agit également au niveau du groupe (fonction-clé groupe).

Chaque niveau de contrôle dispose d'outils et de méthodologies permettant d'exercer sa mission (processus de contrôle, requêtes, tableaux de bords d'activité, plans d'actions, etc.).

2.5.3 *Activités conduites conformément à l'article 46§2 de la Directive 2009/138/CE*

Les filiales disposent de systèmes de contrôle interne adaptés à leur taille et à leur structure et veillent à ce que ces systèmes comprennent des procédures administratives et comptables, un cadre de contrôle interne, et des dispositions appropriées en matière d'information à tous les niveaux de l'entreprise, ainsi qu'une fonction vérification de la conformité.

2.5.4 *Maîtrise du programme et des systèmes d'information*

Les développements et la maintenance en conditions opérationnelles des systèmes informatiques sont confiés au GIE Groupe Burrus Technologies. Ce groupement vise à permettre à ses membres de mettre en commun, d'organiser et de gérer dans les meilleures conditions et au moindre coût, les moyens humains, techniques et logistiques nécessaires à leur exploitation. Si nécessaire, le GIE passe des contrats de prestations de services fournies par des tiers.

La stratégie informatique est établie conformément aux orientations définies par la Direction Générale, en fonction des besoins identifiés liés au développement des activités, à la fiabilisation des processus et à leur amélioration technique et technologique. Cette stratégie prend en particulier en compte les besoins d'évolution des matériels et logiciels existants. Elle veille notamment à assurer le développement des applications métiers et progiciel, les extranets et webservices, les logiciels des différents services (RH, comptabilité...), accompagner les changements organisationnels, assurer la confidentialité et la fiabilité des données...

2.5.5 *Le contrôle de l'information financière et comptable*

Un dispositif de production et de contrôle des données comptables, qui a pour but de s'assurer de la fiabilité et l'exhaustivité des données, de la sincérité des états financiers et de leur conformité au référentiel comptable, est en place au sein de chaque filiale. Le dispositif est composé de plusieurs éléments : contrôles récurrents de l'activité d'arrêté des comptes, veille réglementaire et suivi des projets d'évolutions d'outils et de processus.

Au niveau Groupe, des comptes sont établis sous le contrôle du Directeur délégué (et révisés par Mazars pour les comptes en normes luxembourgeoises).

2.6. FONCTION D'AUDIT INTERNE

Le dispositif d'Audit Interne mis en place par les filiales est adapté à leur taille, leurs opérations et à l'importance des risques auxquels leurs activités les exposent. Il couvre l'ensemble de leurs activités et est déployé à tous les niveaux de l'entreprise.

Comme indiqué supra, une fonction clé groupe audit interne a été décidée au courant de l'année 2017 et est entrée en fonction en 2018.



2.7. FONCTION ACTUARIELLE

En accord avec l'article 48 de la directive 2009/138/CE, la Direction Générale des entités demande à la fonction-actuarielle de :

1. coordonner le calcul des provisions techniques, aussi bien en normes locales comptables que pour les provisions prudentielles,
2. garantir le caractère approprié des méthodologies, des modèles sous-jacents et des hypothèses utilisés pour le calcul des provisions techniques,
3. apprécier la suffisance et la qualité des données utilisées dans le calcul des provisions techniques,
4. informer l'organe d'administration, de gestion ou de contrôle de la fiabilité et du caractère adéquat du calcul des provisions techniques,
5. émettre un avis sur la politique globale de souscription,
6. émettre un avis sur la politique de réassurance,
7. contribuer à la gestion des risques.

Ces fonctions sont principalement exercées au niveau des entités opérationnelles du groupe AFI ESCA Holding sous la responsabilité des responsables respectifs des fonctions-clés.

Pour la holding AEH qui n'a pas d'activité d'assurance en propre, le rôle de la fonction actuarielle groupe est outre la contribution au reporting prudentiel groupe, de donner un support méthodologique, susciter des études, veiller à la cohérence du dispositif et d'exercer une revue de second niveau sur les activités des fonctions locales.

2.8. FONCTION CONFORMITÉ

Chaque filiale dispose d'une fonction conformité.

Comme indiqué supra, une fonction clé groupe conformité a été décidée au courant de l'année 2017 et est entrée en fonction en 2018.

L'approche groupe de la fonction Conformité se limite à l'activité assurance.

Les échanges intra-groupe ont consisté en 2019 essentiellement en :

- diffusion de la revue d'actualité juridique réalisée au niveau d'AFI ESCA France au niveau groupe (fonctions-clés groupe, directeurs d'AEL, AEH et des succursales)
- échanges de documents (comptes rendus de formations, articles de presse, documents publicitaires à valider, etc...).
- échanges d'avis sur des dossiers intéressant des résidents français ou belges (AEL exerce son activité en LPS en France et en Belgique).
- envoi pour information de politiques, procédures, pour harmonisation de la documentation au niveau du groupe.

Chaque entité s'est attelée en 2019 à la mise en conformité de son dispositif LCB-FT aux 4ème et 5ème directives.

Le premier jalon de la mise en place d'un dispositif consolidé en matière de LCB-FT a consisté à rédiger une politique LCB-FT groupe, qu'il est prévu de renforcer progressivement, pour optimiser son efficacité.

La mise en conformité des organismes d'assurance du groupe au Règlement Européen sur la Protection des Données (RGPD) a également été déployée par le recrutement d'un Délégué à la Protection des Données au niveau du groupe, qui coordonne les plans d'action et rend régulièrement compte de l'avancement des travaux.

2.9. FONCTION GESTION DES RISQUES

Au niveau du groupe, le rôle majeur de la fonction-clé de gestion des risques est d'établir des normes de gestion de risques (cela a donné lieu notamment à la rédaction des politiques de gestion des risques et ORSA uniques groupe mentionnées plus haut) et d'en assurer l'application dans les entités solos y compris par un support concret apporté aux équipes.

Par ailleurs, le responsable de la fonction-clé de gestion des risques groupe assure directement le reporting pilier 3 Solvabilité 2 et l'établissement du rapport ORSA groupe, avec le support ponctuel des équipes d'AFI ESCA.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Chaque filiale dispose d'une fonction gestion des risques locale. Au 31/12/19, le titulaire de cette fonction-clé du groupe AFI ESCA Holding est également titulaire au niveau local.

2.10. SOUS-TRAITANCE

2.10.1 Activités opérationnelles importantes ou critiques sous-traitées

Une activité critique est définie comme une activité ou une fonction essentielle aux activités du groupe AFI ESCA au point que l'entreprise ne serait pas en mesure de fournir ses services en l'absence de cette fonction ou activité. Les activités critiques externalisées par AFI ESCA sont les suivantes :

- La réalisation de la comptabilité et des comptes consolidés statutaires est en partie sous-traitée au cabinet FIBA. Une ré-internalisation progressive a été engagée en 2018 et s'est approfondie en 2019.

- La réalisation de la paie est confiée à la société SG INTER. Aucune fonction clé n'est sous-traitée.

2.11. EVALUATION DE L'ADÉQUATION DU SYSTÈME DE GOUVERNANCE PAR RAPPORT À LA NATURE, L'AMPLEUR ET LA COMPLEXITÉ DES RISQUES INHÉRENTS À L'ACTIVITÉ

Le système de gouvernance, tel que mentionné précédemment, est en cours de construction. L'objectif est qu'il soit adapté à la complexité et à l'ampleur des risques inhérents à l'activité.

2.12. AUTRES INFORMATIONS

N/A

3. PROFIL DE RISQUE

3.1. MÉTHODOLOGIE

La solvabilité est vue comme le ratio entre les fonds propres (en vision économique) dont disposent l'entreprise ou le Groupe, et un montant de risque global, nommé SCR, qui correspond au montant de pertes que la société aurait à supporter au cours de l'année à venir, si un choc de probabilité de 0,5 %, affectant tous les postes de risques de l'entreprise, survenait.

Nous avons estimé un SCR « notionnel » d'AFI ESCA HOLDING, à partir de son état détaillé des placements. Ce SCR « notionnel » représente le risque réglementaire associé aux fonds propres « libres » d'AFI ESCA HOLDING.

Le SCR Marché notionnel à 1,3 M€

Le SCR défaut notionnel à 3,2 M€

Le groupe AFI ESCA retient la première méthode, fondée sur la consolidation comptable, pour l'estimation de son ratio de solvabilité SII Groupe.



Entreprise du groupe AFI ESCA		AFI ESCA Luxembourg	AFI ESCA	AFI ESCA IARD	UNOFI Assurances
Type d'entreprise		Assurance			
Part de détention		100 %	95,31 % ⁰	100 %	18,53 % ¹
Méthode de consolidation		Consolidation comptable (intégration globale)			Consolidation comptable (mise en équivalence)
Approche Bilan prudentiel du groupe		Sommes des bilans prudentiels solos, lignes à lignes, avec élimination des intragroupes			Partage proportionnel des fonds propres
SCR groupe	Traitement	Somme des SCR unitaires des trois entités ² et de ceux d'AEH puis agrégation avec les matrices de corrélation prévues par la formule standard			Extourne de la contribution d'UNOFI au SCR d'AE par le SCR d'UNOFI 2018 (à 18,53 %)
	Diversification	Oui			Oui

⁰ AFI ESCA est intégré à 100 % dans le bilan consolidé, avec constitution d'un poste d'intérêts minoritaires au passif.

¹ Cette part reflète le taux de détention utilisé pour les comptes sociaux consolidés : 18,53 % = 95,31 % x 62,44 % x 31,13 %. Les autres détentions de Thémis assurances restent choquées à 22%, comme pour le solo, donc sans traitement de consolidation pour le calcul du SCR. Ce traitement en SCR se justifie par la détention de Thémis dans le groupe via AFI ESCA.

² Avec extourne de la contribution d'UNOFI au SCR d'AE (19,3 M€) par le SCR d'UNOFI pris à 18,53 % (50,3 M€), sans modification de la capacité d'absorption par les provisions techniques d'AFI ESCA (approche prudente). Les valeurs de SCR données sont celles de SCR unitaires.

A partir des SCR unitaires des filiales solos, y compris retraitement de consolidations présentés dans le tableau ci-dessus et des SCR unitaires d'AFI ESCA HOLDING, des SCR unitaires du groupe ont été évalués par simple somme. Puis ces SCR ont été agrégés en utilisant les matrices de corrélation prévues par la formule standard. Cette méthode permet de prendre en compte l'effet de diversification entre les différentes entités.

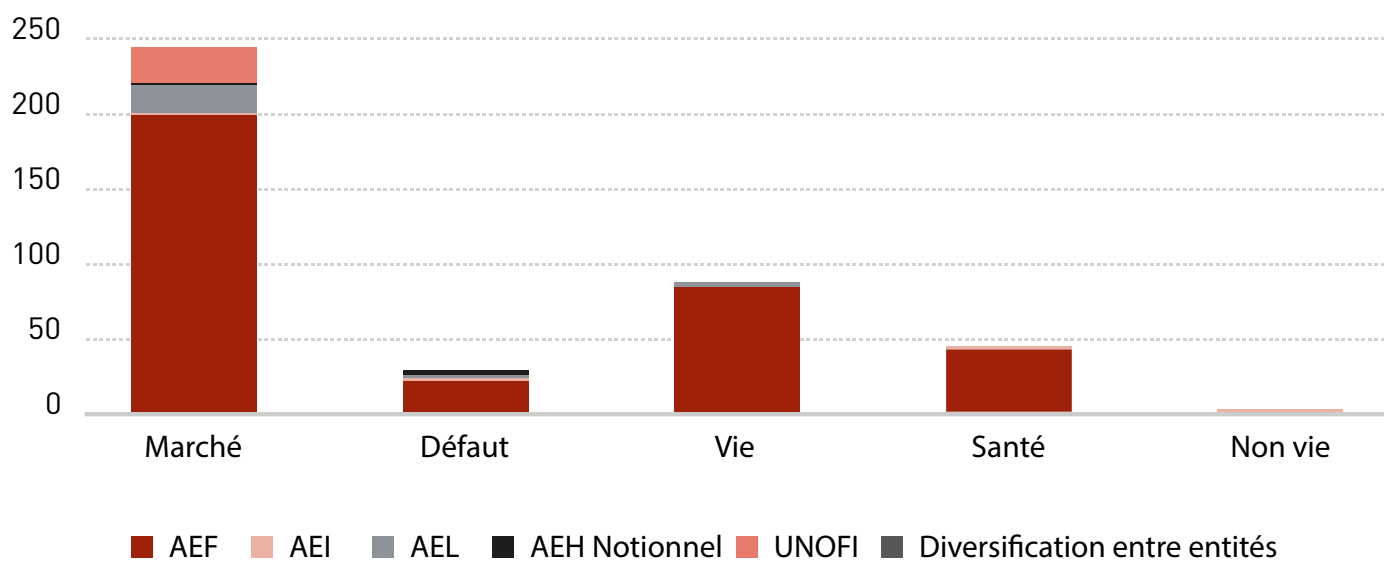
Le Capital de Solvabilité Requis (SCR) du groupe s'élève pour 2019 à 207,8 M€.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Le SCR se répartit de la manière suivante par type de risques :

Risques	Montants en M€
Marché	245,2
Défaut	22,2
Vie	88,1
Santé	41,0
Non vie	0,9
Incorporel	-
Diversification	(94,1)
Opérationnel	10,2
Ajustement par les provisions	(71,9)
Ajustement par l'impôt	(33,7)
Total général	207,8

Contribution de chaque entité aux risques (en M€)



AFI ESCA porte la majeure partie des risques, suivi de UNOFI dont la contribution n'est pas négligeable, et dont les risques apparaissent en risque de marché vue la consolidation par équivalence.

De manière générale, les diversifications entre entités sont très faibles.

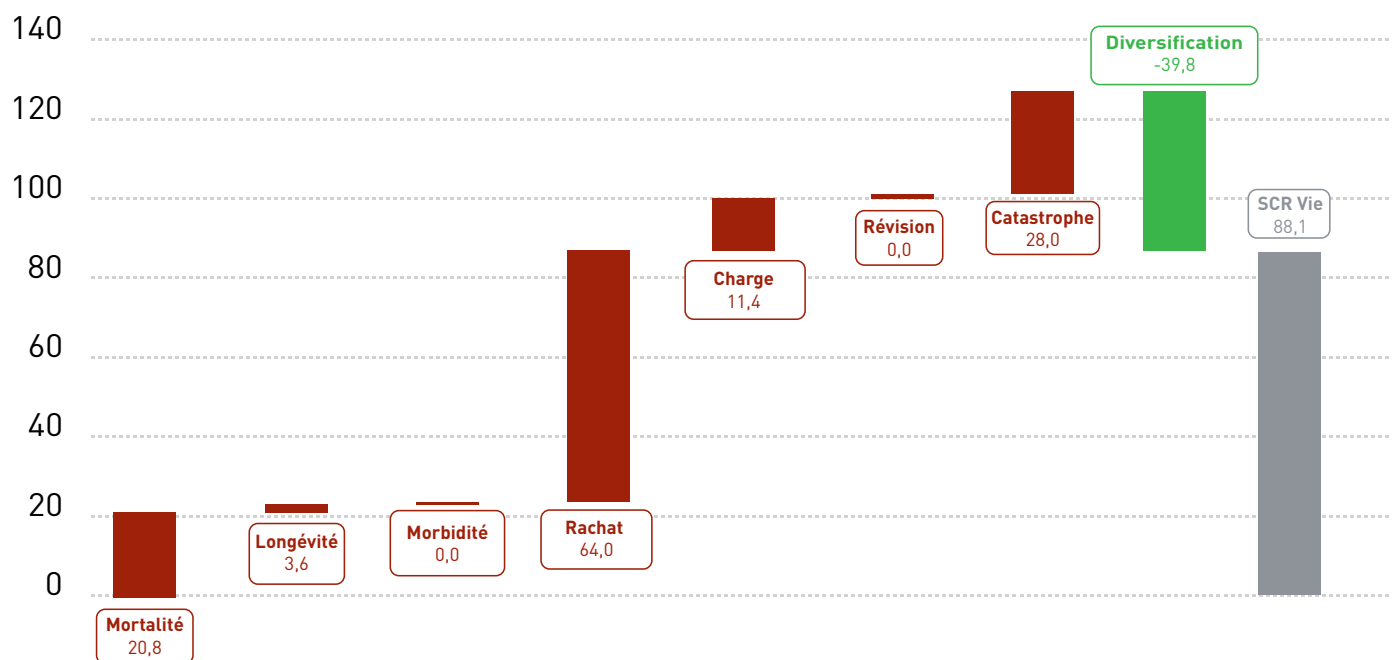


3.2. ANALYSE PAR RISQUES

3.2.1 Risque Vie

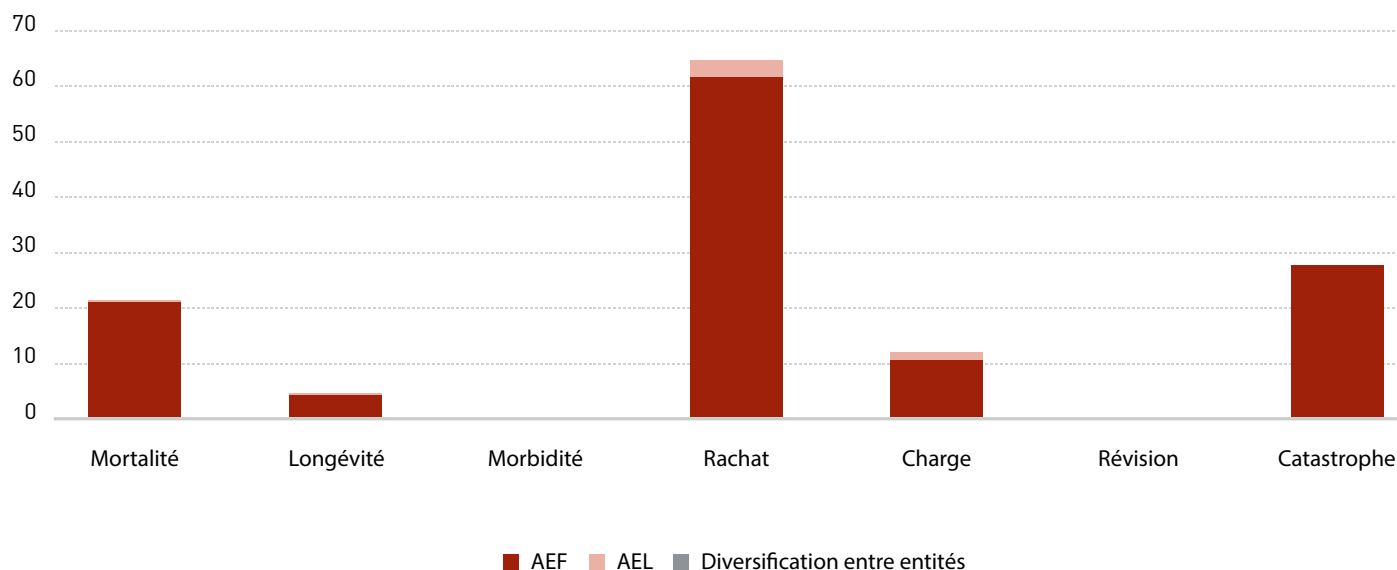
Le risque de souscription Vie s'élève à 88,1 M€ et se décompose de la manière suivante :

Décomposition du risque de souscription Vie (en M€)



Le risque de rachat est le risque majeur.

Contribution de chaque entité aux sous modules (en M€)



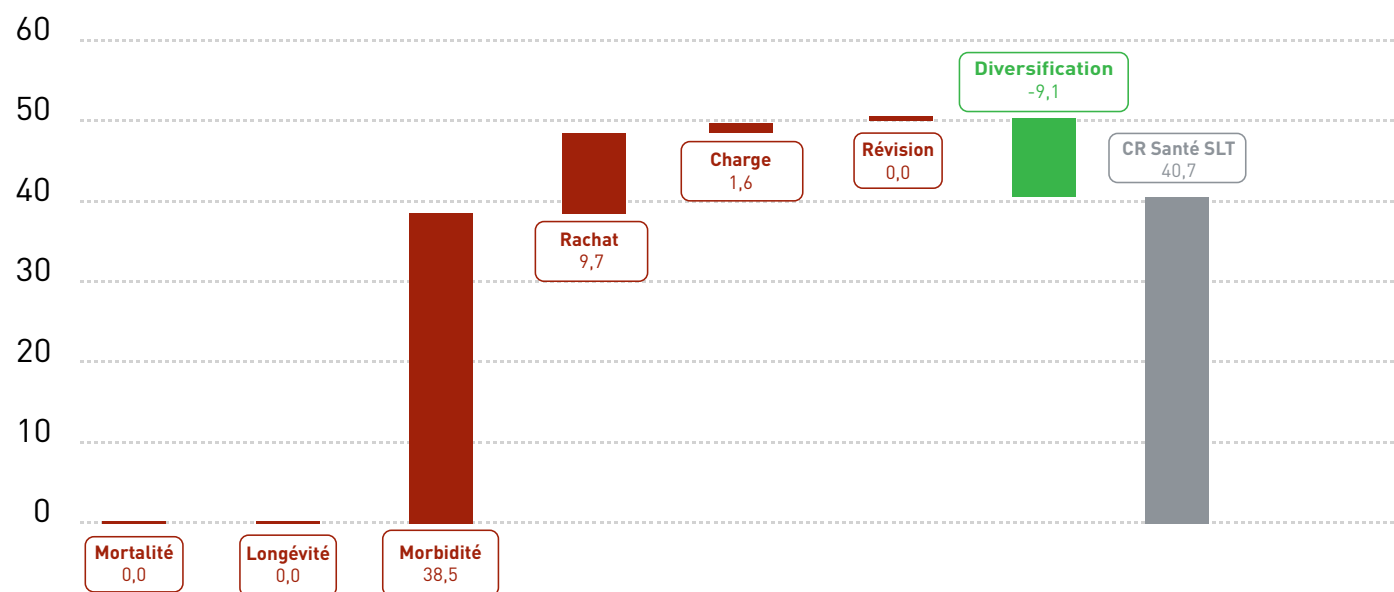
AFI ESCA porte la quasi-totalité des risques Vie, hormis pour le rachat qui représente le risque majeur d'AFI ESCA Luxembourg.

3.2.2 Risque Santé

Le risque de souscription Santé s'élève à 41,0 M€. Il est composé du risque santé SLT (40,7 M€), du risque santé non-SLT (0 M€) et du risque santé catastrophe (1,0 M€).

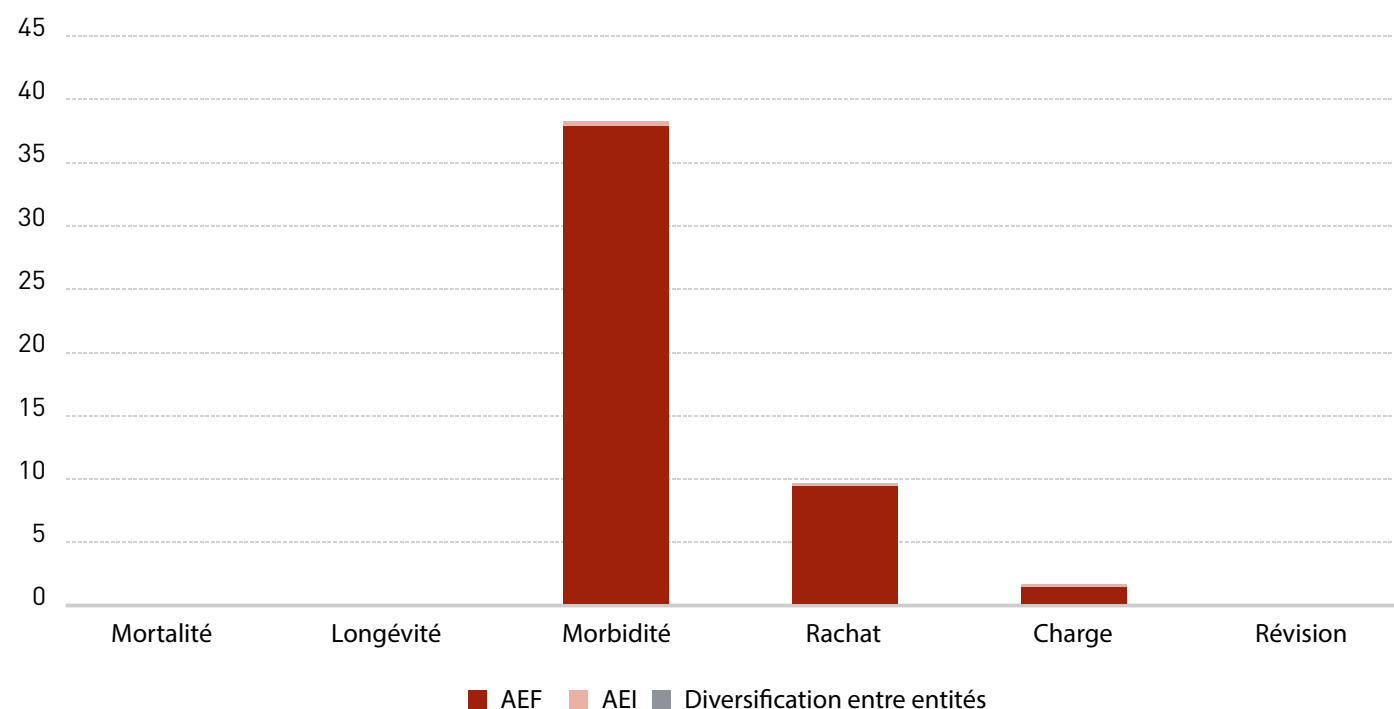
Le risque santé SLT se décompose de la manière suivante :

Décomposition du risque de souscription Santé SLT (en M€)



Le risque de morbidité est le risque majeur.

Contribution de chaque entité aux sous modules (en M€)



AFI ESCA porte la quasi-totalité des risques Santé.



3.3. RISQUE DE MARCHÉ

Il est constitué par une agrégation de chocs affectant les marchés financiers qui conduisent à une dégradation de la valeur des placements du Groupe AFI ESCA HOLDING.

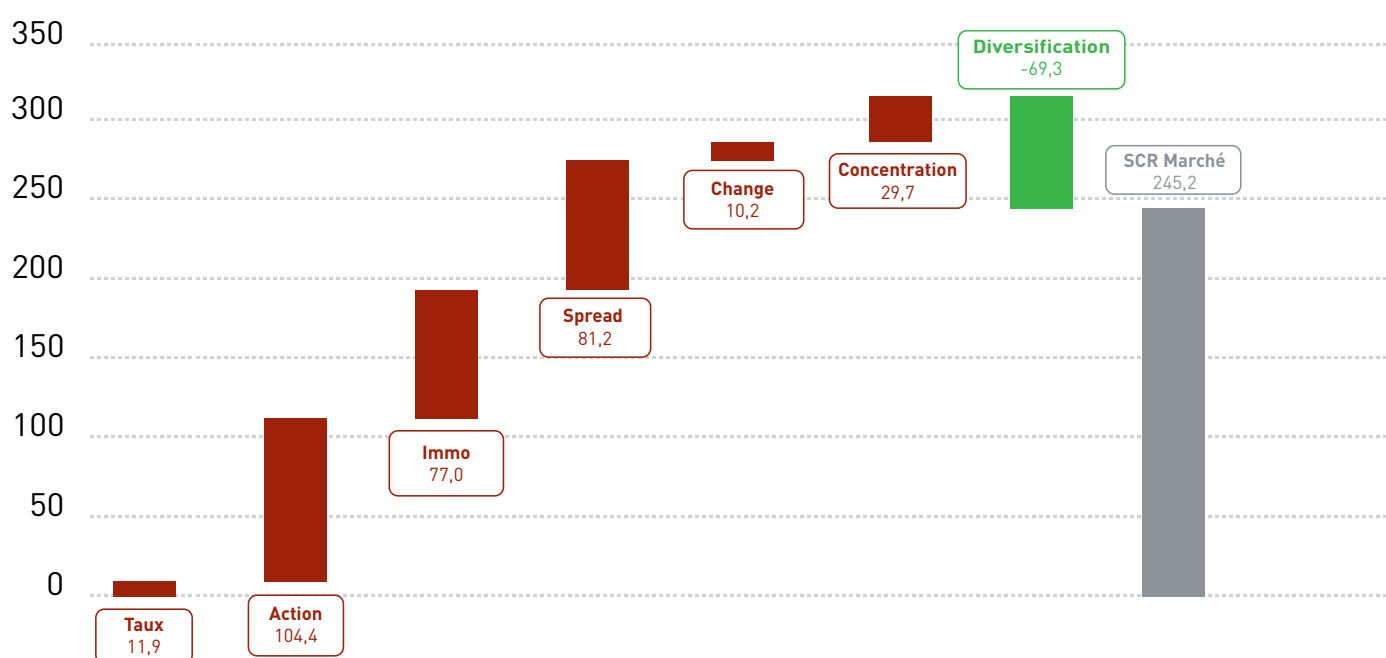
Dans ces scénarios, les taux de rendement futurs du portefeuille titres sont révisés à la baisse. Cela impacte également les contrats prévoyant une clause de participation aux bénéfices de la société.

Les chocs constituant le risque de marché sont les suivants :

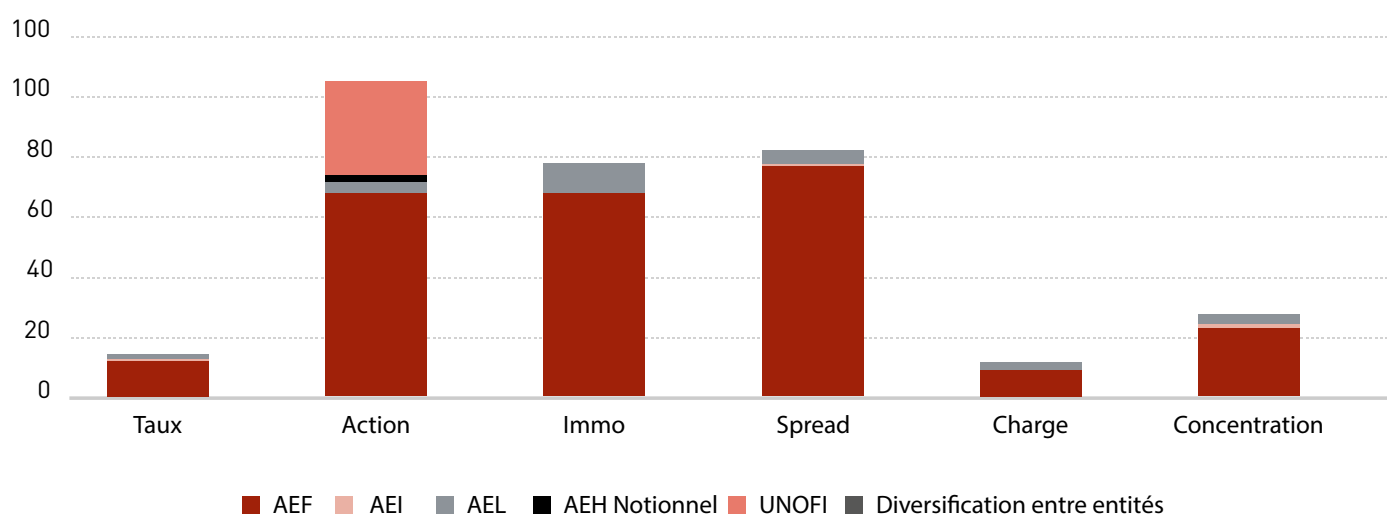
- Risque de taux : Baisse relative des taux allant de -20 % pour les maturités long-terme à -75 % pour les maturités court-terme.
- Risque actions : Chute instantanée de 39 % de la valeur des actions UE, de 22 % de la valeur des participations UE, et de 49 % et 22 % des valeurs respectives des actions et participations hors UE. Par ailleurs, conformément à ce qui a été présenté plus haut, le choc appliqué pour UNOFI est égal au SCR publié de cette entité.
- Risque immobilier : Chute instantanée de 25 % de la valeur de l'immobilier.
- Risque de spread : Il vise à mesurer le montant de perte en cas de défaut de paiement de la part de l'émetteur d'une obligation. Le choc est appliqué pour chacune des obligations présentes dans le portefeuille titres. Son montant dépend de l'évaluation de la solvabilité de l'émetteur (rating) et de la durée de l'obligation.
- Risque de change : Chute instantanée de 25 % de la valeur des titres n'étant pas cotés en euro.
- Risque de concentration : Application d'un choc aux titres représentant plus de 1,5 % du portefeuille d'actifs, d'un montant variant en fonction du rating et de l'émetteur.

Le risque de marché se répartit de la manière suivante :

Décomposition du risque de Marché (en M€)



Contribution de chaque entité sous modules (en M€)



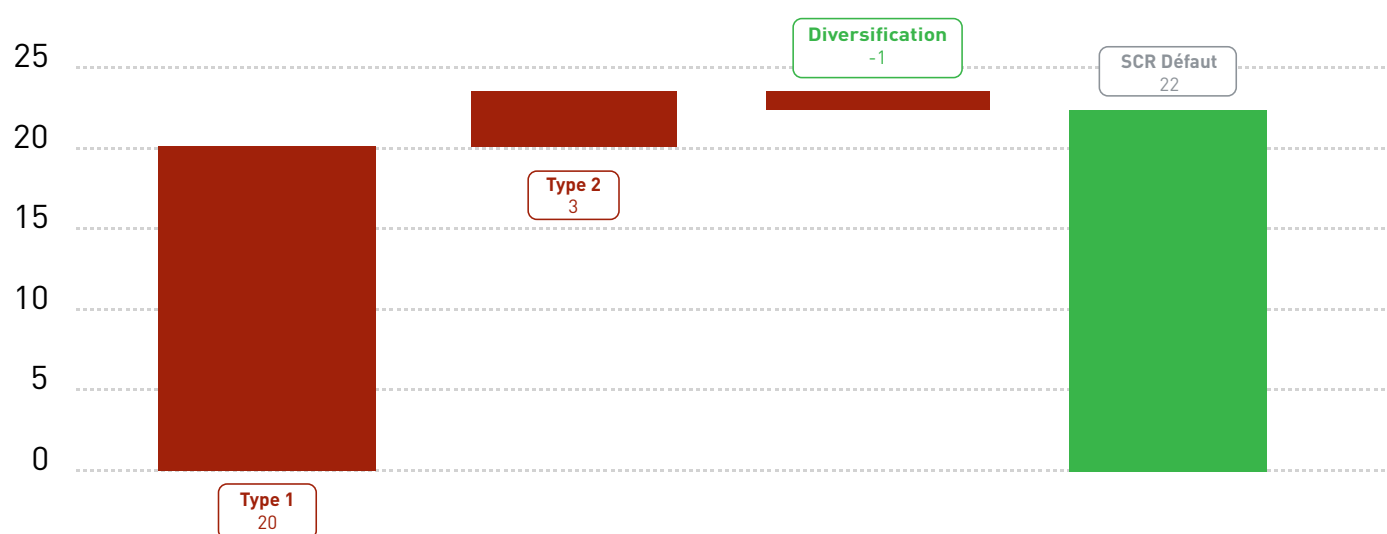
3.4. RISQUE DE DÉFAUT

Le bilan d'AFI ESCA fait apparaître des créances. Le risque de crédit a pour but de capter la probabilité que ces créances ne soient pas intégralement recouvrées, du fait d'un défaut de paiement du débiteur.

Le montant du choc dépend de la devise dans laquelle la créance est exprimée et de l'évaluation de la solvabilité de la contrepartie (par exemple le rating, s'il s'agit d'une entreprise). Il est évalué suivant la formule standard (article SCR.6 des spécifications techniques).

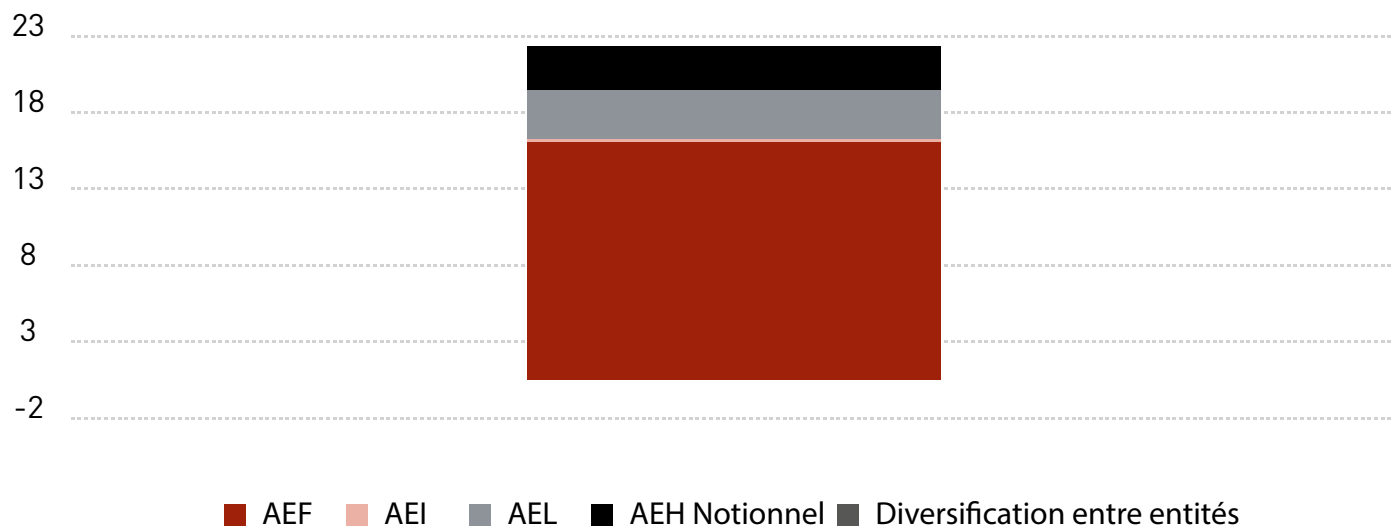
Le type 1 recouvre les créances financières, le type 2 les créances d'exploitation :

Décomposition du risque de Défaut (en M€)





Contribution de chaque entité au risque Défaut (en M€)



3.5. RISQUE DE LIQUIDITÉ

AFI ESCA Holding s'appuie sur la gestion du risque de liquidité au niveau de chaque filiale. Au niveau de la Holding, les liquidités disponibles couvrent largement les éventuels engagements.

3.6. AUTRES RISQUES ET ABSORPTION DES RISQUES

3.6.1 Risques opérationnels (10,2 M€)

Conformément à la Directive Solvabilité 2, le risque opérationnel correspond au risque de pertes résultant d'une inadéquation ou d'une défaillance d'un système, d'un processus interne, d'une personne ou encore d'un événement extérieur. Celui-ci n'inclut pas les risques provenant des décisions stratégiques ainsi que les risques de réputation.

Il est calculé comme le maximum entre le produit d'un pourcentage de risque appliqué aux primes de l'exercice achevé et d'un coefficient appliqué au Best Estimate. Un chargement supplémentaire intervient si la croissance annuelle du chiffre d'affaires dépasse 20 %.

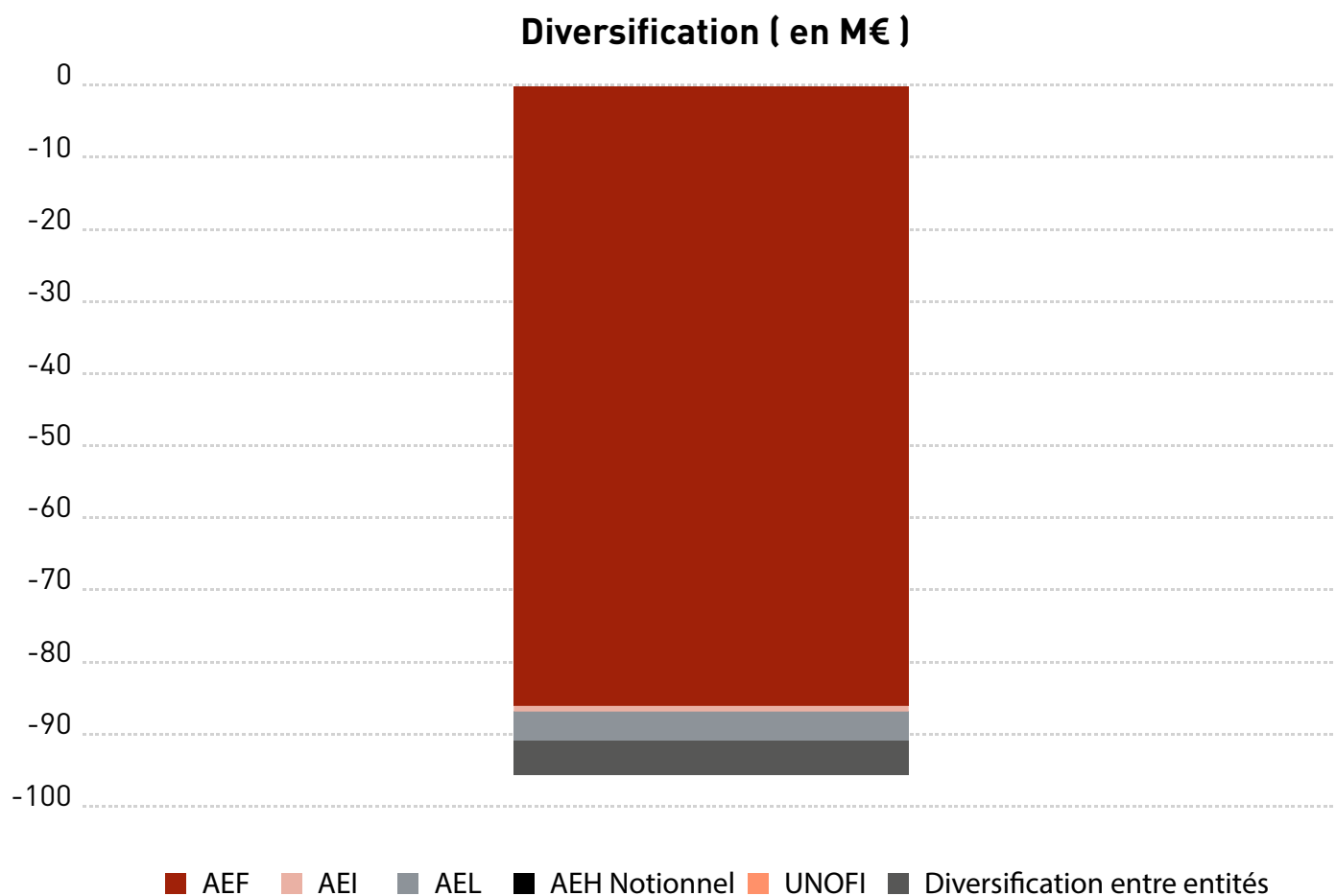
Il est évalué suivant la formule standard (article SCR.3 des spécifications techniques).

3.6.2 Diversification des risques (-94,1 M€)

Les risques sont parfois interdépendants ou corrélés.

C'est pourquoi la somme des sous-risques (dans le risque de marché on distingue les sous-risques risque de taux, de spread, de change, etc.) est supérieure à la valeur du risque agrégé.

Les matrices des corrélations transmises par l'EIOPA permettent ainsi de faire ressortir un écart de diversification au sein des sociétés intégrées dans le Groupe, supplémentaire par rapport aux diversifications déjà observées au niveau solo, ce dernier effet restant cependant mineur.



3.6.3 Absorption par les passifs

Le montant d'absorption par les provisions (-71,9 M€) et les impôts (-33,7 M€) n'a pas été modifié en consolidation, hors impact des intérêts minoritaires d'AFI ESCA.

3.7. EXPOSITION AU RISQUE

3.7.1 Exposition importantes anticipées

N/A

3.7.2 Sûreté : montant, nature, nature et valeur des actifs fournis comme sûreté et passifs correspondants, clauses et conditions attachées

N/A

3.7.3 Liste des actifs investis selon le principe de la personne prudente

L'essentiel des actifs sont investis dans les entités solo, pour lesquels ce principe est décrit dans les RSR respectifs. En ce qui concerne les placements spécifiques de la holding, ils sont investis dans des OPCVM diversifiés ne présentant pas de risque particulier, ainsi que dans une créance vers la holding du groupe AEHC.

3.8. CONCENTRATION DES RISQUES

Sur l'entité portant l'essentiel des placements hors unités de compte (AFI ESCA), un suivi quotidien de la concentration est réalisé.



3.9. TECHNIQUES D'ATTÉNUATION DU RISQUE

3.9.1 Réassurance

Aucune opération de réassurance n'est réalisée au niveau de la holding. La politique de réassurance est décidée au niveau de chacune des entités solo en fonction de ses propres besoins :

- Sur AFI ESCA, il s'agit principalement de couvrir les pertes exceptionnelles de l'activité emprunteur.
- Sur AFI ESCA IARD, les quotes-parts sont plus importantes du fait de notre appétence faible à certains risques, notamment le chômage et l'arrêt de travail en Italie.
- Sur AFI ESCA Luxembourg, il s'agit de couvrir à 100 % le risque de prévoyance lié aux garanties plancher sur les unités de compte.

3.9.2 Sur les risques financiers

La holding n'est pas soumise en propre à des risques d'assurance, mais à des risques financiers qui ne donnent pas lieu à technique d'atténuation du risque.

Par ailleurs, AFI ESCA a choisi de recourir par un ETF contre le risque de hausse des taux.

3.10. RISQUE DE LIQUIDITÉ : BÉNÉFICE ATTENDU

Les différentes entités du Groupe détiennent une part d'actifs non liquides (participation, immobilier) dans l'objectif de dégager un rendement de long terme supérieur à celui qui serait obtenu via la détention d'actifs liquides. Une étude annuelle est réalisée chez AFI ESCA pour vérifier la capacité de l'entreprise à honorer ses engagements malgré ses actifs illiquides.

3.11. SENSIBILITÉ AUX RISQUES

N/A

3.12. AUTRES INFORMATIONS CONCERNANT LE PROFIL DE RISQUE

N/A

4. VALORISATION À DES FINS DE SOLVABILITÉ

4.1. BILAN LUX GAAP ET BILAN S2

BILAN LUX GAAP	
ACTIF	PASSIF
	PT Non-Vie 2 M€
Placements hors UC 1 052 M€	PT Vie 1 077 M€
	PT Santé 53 M€
Placements UC 939 M€	PT UC 939 M€
Réassurance 46 M€	Autres Passifs 89 M€
Autres actifs 418 M€	TSDI 103 M€
	Fonds Propres 193 M€
TOTAL : 2 455 M€	TOTAL : 2 455 M€

BILAN SOLVABILITE 2	
ACTIF	PASSIF
	BE Non-vie 1 M€
Placements hors UC 1 154 M€	BE Vie 1 034 M€
	BE Santé 25 M€
Placements UC 939 M€	BE UC 926 M€
Réassurance 51 M€	Marge de risque 50 M€
	IDP 34 M€
Autres actifs 403 M€	Autres Passifs 82 M€
	TSDI 103 M€
	Fonds Propres éligibles hors TSDI 293 M€
TOTAL : 2 547 M€	TOTAL : 2 547 M€

4.2. ACTIFS

4.2.1 Placements

Dans la norme Solvabilité 2, les placements financiers sont exprimés en valeur boursière, ou, pour les actifs non cotés, au prix auquel ils pourraient raisonnablement être cédés.

Cette méthodologie diffère des comptes sociaux, dans lesquels les placements sont comptabilisés à leur valeur d'achat, à laquelle s'ajoute un amortissement pour les obligations (surcote-décote) et à laquelle on retranche une provision en cas de moins-value latente supérieure à 20 % pendant plus de 6 mois de suite avant la date de clôture.

L'écart de valorisation des placements entre ces deux référentiels correspond à la plus-value latente sur les titres financiers.

4.2.2 Autres actifs

Pour ce qui est des autres actifs et, à l'exception de la réassurance, la comptabilisation SII repose sur la notion de juste valeur, à savoir que les actifs sont inscrits au montant auquel ils pourraient être vendus en date d'élaboration des comptes.



Les comptes SII font également apparaître un poste d'impôts différés, qui correspondent au montant d'impôts que la société devrait payer à l'avenir si les projections effectuées lors du calcul des provisions techniques venaient à se réaliser.

La valorisation des postes d'actif est présentée ci-dessous (en M€) selon l'état S.02.01.01 :

	Bilan prudentiel	Bilan social
Immobilier	137,6	126,4
Participations	164,8	83,9
Actions	78,3	74,6
Obligations	563,0	574,0
OPCVM	210,3	193,1
Trésorerie	0,0	0,0
Placements des unités de compte	938,6	938,6
Autres placements	454,6	464,4
Total	2 547,2	2 455,0

4.2.3 Méthode de valorisation des postes du bilan

Postes du bilan	Hypothèse retenue pour établir le bilan prudentiel
Ecart d'acquisitions	Considérés comme nuls car le bilan prudentiel est en valeur de marché
Frais d'acquisition reportés	Considérés comme nuls pour le bilan prudentiel
Actifs incorporels	
Impôts différés	Le passage en bilan prudentiel n'engendre pas de nouveaux impôts différés
Immobilisations corporelles pour usage propre	La valeur dans le bilan prudentiel de ces postes est la même que leur valeur dans les comptes sociaux
Placements (autres que les actifs en représentation de contrats en UC ou indexés)	En valeur de marché
Placements en représentation de contrats en UC ou indexés	
Prêts et prêts hypothécaires	La valeur dans le bilan prudentiel de ces postes est la même que leur valeur dans les comptes sociaux
Provisions techniques cédées	La somme des postes correspondant dans les bilans prudentiels des filiales solo
Créances nées d'opérations d'assurance	La valeur dans le bilan prudentiel de ces postes est la même que leur valeur dans les comptes sociaux
Autres créances (hors assurance)	
Trésorerie et équivalent trésorerie	
Autres actifs non mentionnés dans les postes ci-dessus	

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

4.2.4 Qualité des données

Le portefeuille de placements financiers est traité titre par titre. Les données sont récupérées auprès des logiciels de Comptabilité Financière, et enrichies d'informations de marché.

Malgré l'acquisition de l'outil TEEPI, les taux de transparence ne sont pas encore satisfaisants, notamment pour AFI ESCA Luxembourg. Un plan d'action sera prévu en 2019 afin d'améliorer la situation.

4.3. PROVISIONS TECHNIQUES

Seules les trois entités solos portent des provisions techniques.

Les provisions techniques sont calculées pour le reporting Solvabilité 2 par la méthode de meilleure estimation (Best Estimate).

Celle-ci consiste à projeter le portefeuille de contrats afin d'évaluer les flux futurs qu'ils vont engendrer (règlement des sinistres par exemple). Les hypothèses retenues pour ces calculs correspondent à la vision la plus fidèle possible de la vie des contrats, elles s'appuient sur les tables réglementaires adaptées au risque concerné et sur le retour d'expérience dont AFI ESCA dispose au travers des exercices antérieurs.

Parmi les différences de méthodologie avec les provisions techniques des comptes sociaux figurent, notamment, la prise en compte du versement de participation aux bénéfices futurs aux contrats disposant de l'option, et, lorsque les conditions générales du produit le permettent, de la possibilité pour les assurés de résilier leur contrat avant son arrivée à échéance.

Ces calculs sont effectués pour une durée de projection de 30 ans, afin de modéliser les contrats sur toute leur durée de vie. Ils sont effectués dans un grand nombre de scénarii d'environnements financiers différents (entre 5 et 10 000 cas), afin de capter au mieux l'impact des marchés boursiers sur la vie des contrats, notamment sur l'épargne. La moyenne des 5 000 résultats ainsi obtenus constitue le Best Estimate.

4.3.1 Meilleure estimation

La meilleure estimation des provisions du bilan est de 1 985,7 M€.

4.3.1.1 Qualité des données

Ces processus sont couverts par le référentiel de contrôle interne de l'entreprise. Des contrôles mensuels sont réalisés par la comptabilité et le service financier.

Ces données sont enrichies de lois d'expérience empiriques afin d'évaluer au mieux la sinistralité future des contrats. Les bases de données informatiques correspondantes ainsi que les différents travaux des services Actuariat et de Gestion sont alors exploités dans le but de répondre à la demande de meilleure estimation de la vie future du portefeuille.

4.3.1.2 Business Units

AFI ESCA HOLDING proposant des services sur différents secteurs de l'assurance vie, les mécaniques de vie du contrat peuvent être singulièrement différentes. La segmentation se fait au niveau de chaque entité solo.



AFI ESCA :

Pour AFI ESCA, il est procédé à une décomposition du portefeuille assurés en six Business Units, qui sont :

- L'épargne en euros ;
- L'épargne en unités de compte ;
- L'emprunteur décès ;
- L'emprunteur incapacité/invalidité ;
- Les garanties obsèques ;
- Les rentes.

Chacune de ces six classes d'activité fait l'objet d'une projection séparée, afin de répondre au mieux aux caractéristiques propres de ces différents contrats, et ainsi à la notion de meilleure estimation.

AFI ESCA IARD :

Pour AFI ESCA IARD, il est procédé à une décomposition du portefeuille assurés en différentes Business Units, qui sont :

- Le chômage en France ;
- Le chômage en Italie ;
- Les garanties Incapacité Temporaire de Travail et autres (hospitalisation et décès accidentel).

Chacune de ces quatre classes d'activité fait l'objet d'une projection séparée, afin de répondre au mieux aux caractéristiques propres de ces différents contrats, et ainsi à la notion de meilleure estimation. La granularité la plus fine correspond à l'axe « pays x produit x garantie », exemple : « Italie – produit PROTECTIM – garantie chômage ».

AFI ESCA LUXEMBOURG :

AFI ESCA Luxembourg ne porte qu'une catégorie de contrats, épargne en unités de compte.

4.3.1.3 Hypothèses retenues au passif

Pour l'ensemble des entités, aucune souscription nouvelle de contrats n'est prise en compte lors des calculs. Pour les contrats emprunteur, obsèques et de rentes, les primes périodiques sont intégrées au calcul.

Les contrats sont projetés sur une durée de 30 ans, date à laquelle plus de 95% du portefeuille est éteint. A cet horizon, les contrats restant encore en cours font l'objet d'un remboursement immédiat, à hauteur de leur valeur de rachat du moment.

4.3.1.4 Les scénarios financiers

Pour les trois entités solos, un générateur de scénarios, exploité par le cabinet de conseil en actuariat Addactis, fournit les 1 000 trajectoires financières servant aux calculs.

Ce générateur se base sur l'historique des marchés financiers, et prend notamment en compte les corrélations pouvant exister entre les différents indices.

Les scénarios sont fournis pour chacun des cinq indicateurs suivants :

- Les courbes des taux ;
- Les spreads obligataires ;
- Le marché action ;
- Le marché immobilier ;
- L'inflation.

RAPPORT SUR LA SOLVABILITÉ ET LA SITUATION FINANCIÈRE

Des contrôles sont réalisés afin de vérifier que les 5 000 scénarios respectent bien les conditions spécifiées dans les règlements techniques.

4.3.1.5 La participation aux bénéfices (AFI ESCA uniquement)

La projection des portefeuilles d'AFI ESCA implique la revalorisation future des contrats en euros. Deux effets de revalorisation sont pris en compte :

- Les intérêts garantis ou techniques, définis contractuellement ;
- La participation aux bénéfices, laquelle dépend des résultats financiers et techniques de la société.

Les rendements financiers futurs dépendent de l'environnement économique dans lequel on se place. C'est dans ce cadre qu'interviennent les 5 000 scénarios financiers. Ceux-ci permettent de projeter autant de rendements futurs imaginables, et d'évaluer la participation aux bénéfices qu'AFI ESCA pourrait délivrer à ses assurés dans chacun de ces cas.

La politique de placements joue également un rôle dans les rendements financiers obtenus. La situation du portefeuille titres à fin 2018 étant parfaitement en phase avec le mandat de gestion, il a été décidé dans les projections de maintenir cette allocation constante dans le temps. Les flux de trésorerie futurs sont ainsi investis dans des titres financiers tels que les pourcentages d'actions, d'obligations, d'immobilier et de monétaire demeurent identiques à ceux au 31/12/2018.

Une fois les rendements financiers et les participations aux bénéfices futurs déterminés, il est procédé à un comparatif entre le taux servi aux assurés et les marchés de taux du scénario traité. Cette comparaison peut amener à réviser les taux de résiliation initialement pris en compte :

- Si AFI ESCA a versé un taux largement supérieur au marché, il est considéré que le taux de résiliation sera plus faible cette année-là ;
- Dans le cas inverse, les résiliations de l'exercice sont fortement révisées à la hausse.

La loi de rachat dynamique utilisée dans ce calcul est celle suggérée par l'ACPR.

4.3.2 Marge de risque

La marge de risque est de 50,1 M€. Elle a été évaluée comme la simple somme des marges de risque solo, sans bénéfice de diversification entre les entités.

4.4. AUTRES PASSIFS

Le poste Autres Passifs est principalement constitué de dettes d'exploitations et de provisions diverses (82 M€). Les Impôts différés (34 M€) sont en baisse en raison de la baisse des plus-values latentes fin 2019.

4.5. MÉTHODES DE VALORISATION ALTERNATIVES

N/A

4.6. AUTRES INFORMATIONS

N/A



5. GESTION DU CAPITAL

5.1. FONDS PROPRES

5.1.1 Synthèse

Synthèse (en M€) des fonds propres selon leur niveau d'admissibilité (extrait du QRT S.23.01.04).

	Total	Niveau 1	Niveau 1 Restreint	Niveau 2	Niveau 3
Capital en actions ordinaires (brut des actions propres)	62,3	62,3		0	
Compte de primes d'émission lié au capital en actions ordinaires	58,5	58,5		0	
Fonds excédentaires non disponibles au niveau groupe	-5,3	-5,3			
Réserve de réconciliation	172,4	172,4			
Dettes subordonnées	103		103	0	0
Intérêts minoritaires non disponibles au niveau groupe	-4,8	-4,8	0	0	0
Total des fonds propres disponibles pour couvrir le SCR	386,0	283,0	103	0	
Total des fonds propres éligibles pour couvrir le SCR	386,0	283,0	70,7	32,3	

Les éléments constitutifs des fonds propres Solvabilité 2 (Tier 1 + Tier 1 restreint + Tier 2) s'élèvent à 386 M€.

5.1.2 Classification et éligibilité par niveaux

Les éléments de fonds propres de base sont classés selon trois niveaux indiqués dans les articles 93 et 94 de la Directive 2009/138/CE :

- Le niveau 1 correspond à un élément en permanence disponible ou pouvant être appelé sur demande pour absorber totalement des pertes exposées soit dans le cadre d'une exploitation continue soit dans le cadre d'une liquidation. Dans le cadre d'une liquidation, son montant doit, en outre, être intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement.
- Le niveau 2 correspond à un élément dont le montant total est, dans le cadre d'une liquidation, intégralement disponible et affecté totalement au règlement intégral des engagements d'assurance vis-à-vis des preneurs et des bénéficiaires de contrat d'assurance, sans que le détenteur puisse en demander le remboursement.
- Le niveau 3 est affecté à un élément ne remplissant pas les critères pour être classé en niveau 1 ou en niveau 2.

5.1.3 Plafonds par niveau

Des limites quantitatives d'éligibilité s'appliquent aux fonds propres de base pour couvrir le SCR et le MCR.

Selon l'article 82 § 1 du règlement délégué (UE) 2015/35, les fonds propres éligibles à la couverture du SCR sont constitués par :

- au moins 50 % des éléments de fonds propres classés en Tier 1
- au plus 15% des éléments de fonds propres classés en Tier 3
- au plus 50 % des éléments de fonds propres classés en Tier 2 et Tier 3

Ces limites sont bien respectées.

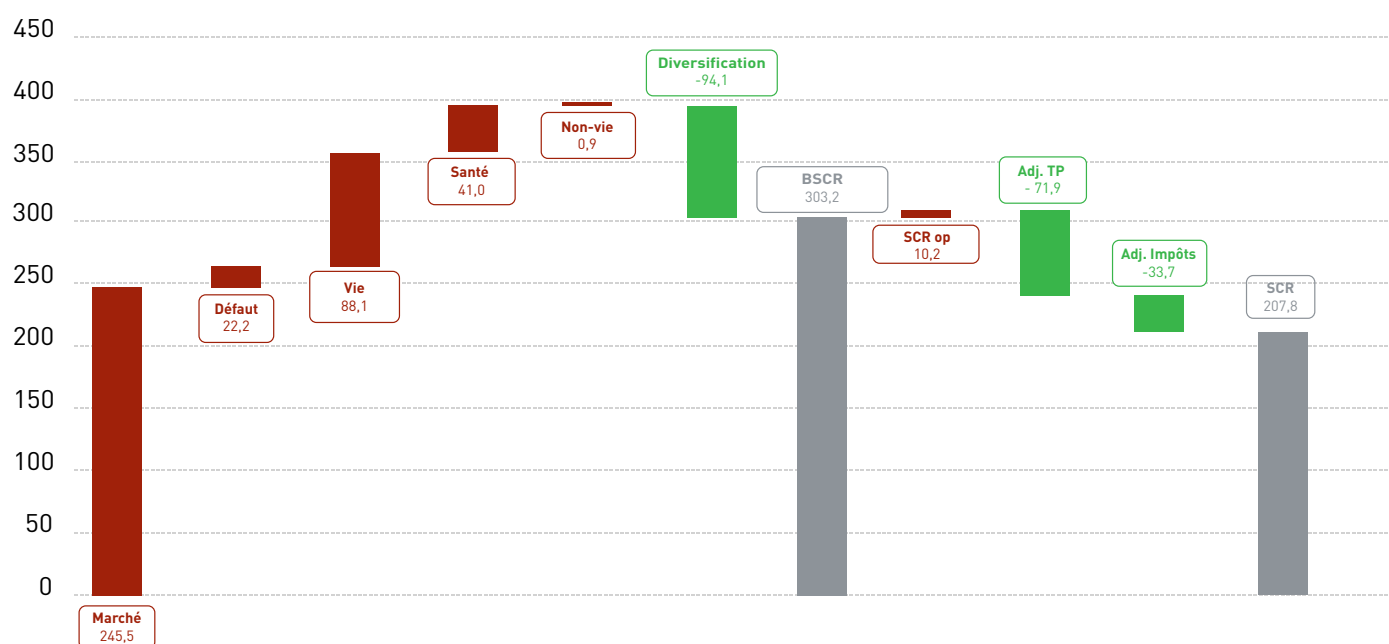
5.2. CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS ET MINIMUM DE CAPITAL REQUIS

5.2.1 Capital de solvabilité requis (SCR)

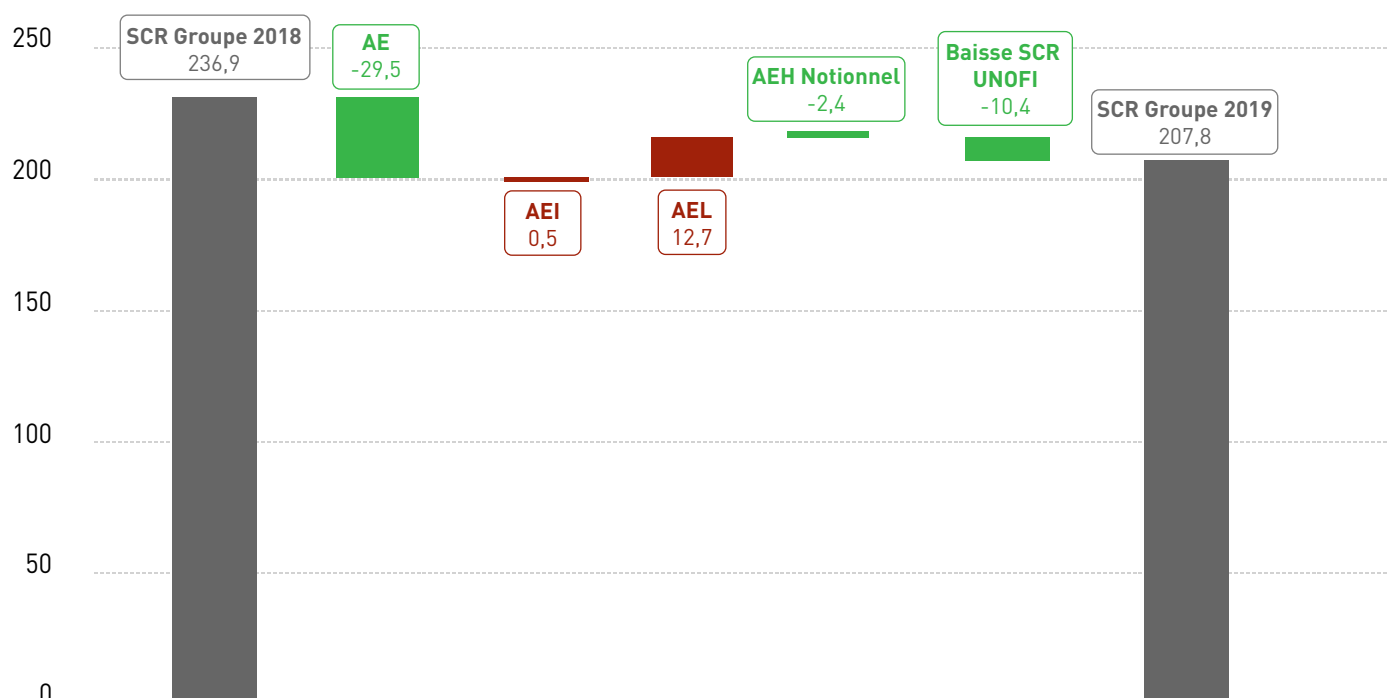
Le SCR, représentant le montant de pertes en cas d'occurrence d'une crise ayant une probabilité de 0,5 % est évalué à **207,8 M€** au 31/12/2019.

Il se décompose de la manière suivante :

Décomposition du SCR par risque (en M€)



Evolution du SCR de 2018 à 2019 (en M€)



Le SCR a diminué de 12 % par rapport à 2018.
Cette évolution s'explique par la baisse des SCR d'AFI ESCA et d'UNOFI.



5.2.2 Evolution attendue du SCR

Le SCR projeté en N+1 à partir du modèle ORSA 2018 s'établissait à 247 M€.

En M€	ORSA 2018	Réel 2019	Variation
SCR	247	208	15,7%

Le SCR au 31/12/2019 est finalement 15,7 % inférieur aux prévisions, en raison de la baisse du SCR d'AFI ESCA et du SCR d'UNOFI.

5.2.3 Minimum de Capital Requis (MCR)

Le MCR est de 79,6 M€. Les fonds propres éligibles sont de 386,0 M€, conduisant à un ratio de couverture de 485 %.

5.2.4 Ratios de couverture

Le ratio de couverture des besoins de solvabilité au 31.12.2019 s'élève à :

$$386,0 \text{ M€ (Fonds propres)} / 207,8 \text{ M€ (SCR)} = \mathbf{185,7 \%}$$

A comparer aux résultats de 2018 : $391,2 \text{ M€ (Fonds propres)} / 236,9 \text{ M€ (SCR)} = \mathbf{165,1 \%}$

A noter, le ratio de couverture sans prise en compte d'une partie de la Provision pour Participation aux Bénéfices des entités solos s'élèverait à 161 % = $334,1 \text{ M€ (Fonds Propres)} / 207,8 \text{ M€ (SCR)}$.

5.3. UTILISATION DU SOUS-MODULE « RISQUE SUR ACTIONS » FONDÉ SUR LA DURÉE DANS LE CALCUL DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

N/A

5.4. DIFFÉRENCE ENTRE LA FORMULE APPLIQUÉE STANDARD ET TOUT MODÈLE INTERNE UTILISÉ

N/A

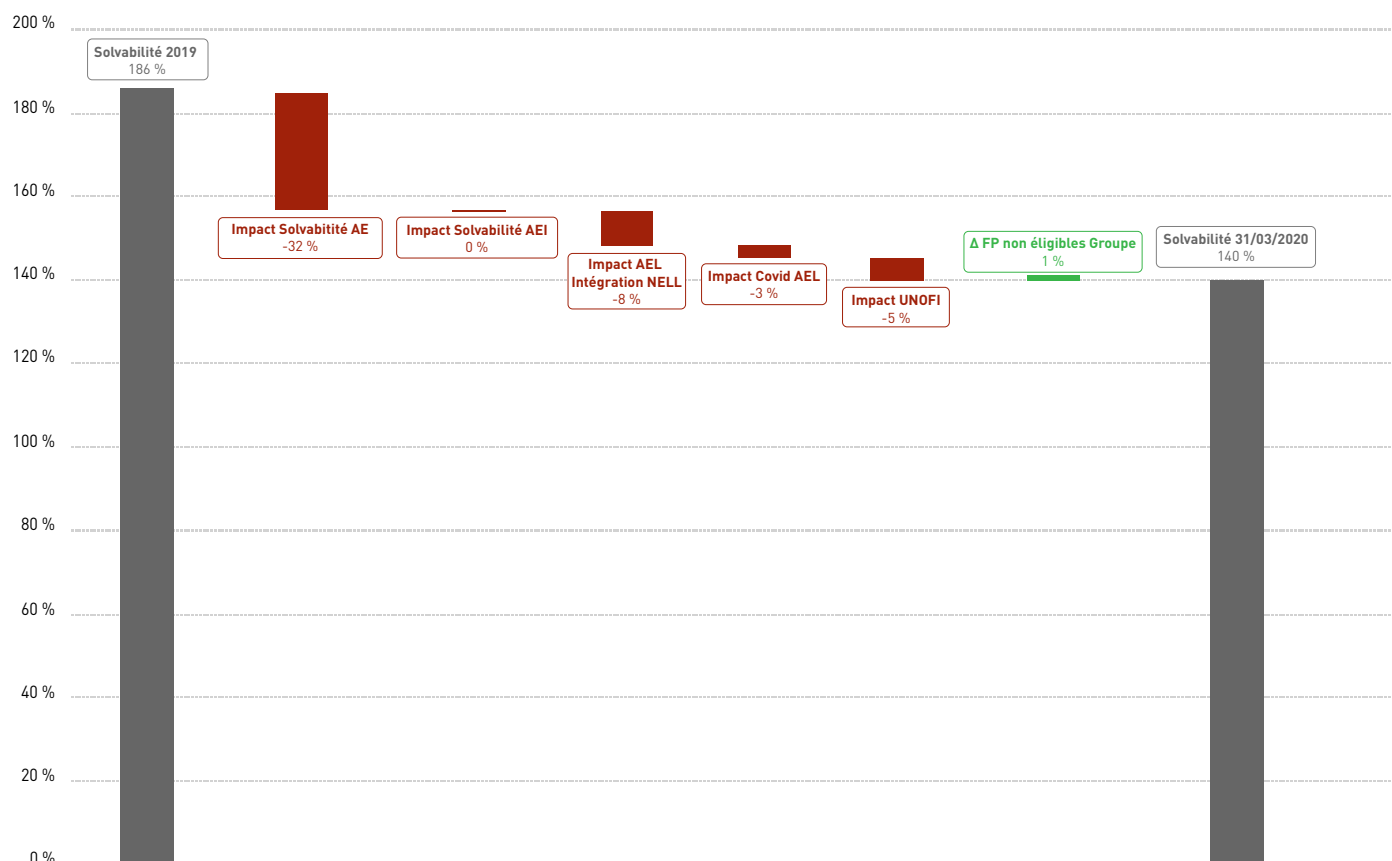
5.5. NON-RESPECT DU MINIMUM DE CAPITAL REQUIS ET NON-RESPECT DU CAPITAL DE SOLVABILITÉ REQUIS

N/A

5.6. AUTRES INFORMATIONS

Afin de répondre aux attendus de l'article 50 de la directive Solvabilité 2 et selon la recommandation EIOPA 20/236, le groupe a réalisé un stress-test, sur la base de calculs simplifiés (sauf pour AEL à Q1) de l'impact de la chute des marchés du premier trimestre 2020 (baisse des actions et des taux sans risque, et hausse des spreads) :

Analyse de l'évolution du ratio de solvabilité AEH





6. ANNEXE 1 - RAPPORTS DE SOLVABILITE ET DE SITUATION FINANCIERE - QRT

Informations générales

QRT S.02.01 Bilan	Annexe page 2
QRT S.05.01 Primes, sinistres et dépenses	Annexe page 4
QRT S.05.02 Primes, sinistres et dépenses par pays	Annexe page 5
QRT S.23.01 Fonds propres	Annexe page 6
QRT S.25.01 SCR – capital de solvabilité requis	Annexe page 7
QRT S.32.01 Sociétés dans le périmètre du groupe	Annexe page 8

Solvency and Financial condition report - Public QRTs - as of December 31, 2019

BASIC INFORMATION

Reporting date	31/12/2019
Participating undertaking name	AFI ESCA HOLDING
Group identification code	222100EB3U2DVKJ18X86
Type of code of the group	LEI
Type of group	Life & Non-Life undertakings
Language of reporting	FR
Currency used for reporting	EUR
Figures reported in	K€
Accounting standards	The undertaking is using Local GAAP (other than IFRS)
Method of Calculation of the SCR	Standard Formula
Method of group solvency calculation	Method 1 is used exclusively

		SOLVENCY II VALUE
		C0010
ASSETS		
Goodwill	R0010	
Deferred acquisition costs	R0020	
Intangible assets	R0030	0
Deferred tax assets	R0040	32
Pension benefit surplus	R0050	0
Property, plant & equipment held for own use	R0060	4 347
Investments (other than assets held for index-linked and unit-linked contracts)	R0070	1 154 009
Property (other than for own use)	R0080	137 638
Holdings in related undertakings, including participations	R0090	164 821
<i>Equities</i>	R0100	78 317
Equities - listed	R0110	78 117
Equities - unlisted	R0120	200
<i>Bonds</i>	R0130	562 953
Government Bonds	R0140	117 190
Corporate Bonds	R0150	409 838
Structured notes	R0160	29 941
Collateralised securities	R0170	5 985
Collective Investments Undertakings	R0180	210 274
Derivatives	R0190	0
Deposits other than cash equivalents	R0200	5
Other investments	R0210	0
Assets held for index-linked and unit-linked contracts	R0220	938 576
Loans and mortgages	R0230	154 647
Loans on policies	R0240	3 348
Loans and mortgages to individuals	R0250	151 299
Other loans and mortgages	R0260	0
Reinsurance recoverables from :	R0270	51 387
Non-life and health similar to non-life	R0280	-156
Non-life excluding health	R0290	-156
Health similar to non-life	R0300	0
Life and health similar to life, excluding health and index-linked and unit-linked	R0310	51 899
Health similar to life	R0320	-1 126
Life excluding health and index-linked and unit-linked	R0330	53 024
Life index-linked and unit-linked	R0340	-356
Deposits to cedants	R0350	0
Insurance and intermediaries receivables	R0360	5 898
Reinsurance receivables	R0370	0
Receivables (trade, not insurance)	R0380	54 574
Own shares (held directly)	R0390	0
Amounts due in respect of own fund items or initial fund called up but not yet paid in	R0400	0
Cash and cash equivalents	R0410	180 053
Any other assets, not elsewhere shown	R0420	3 635
Total assets	R0500	2 547 158

LIABILITIES		
Technical provisions - non-life	R0510	1 220
Technical provisions - non-life (excluding health)	R0520	1 220
TP calculated as a whole	R0530	0
Best estimate	R0540	1 026
Risk margin	R0550	194
Technical provisions - health (similar to non-life)	R0560	0
TP calculated as a whole	R0570	0
Best estimate	R0580	0
Risk margin	R0590	0
Technical provisions - life (excluding index-linked and unit-linked)	R0600	1 106 807
Technical provisions - health (similar to life)	R0610	39 716
TP calculated as a whole	R0620	0
Best estimate	R0630	24 778
Risk margin	R0640	14 938
Technical provisions - life (excluding health and index-linked and unit-linked)	R0650	1 067 091
TP calculated as a whole	R0660	0
Best estimate	R0670	1 033 821
Risk margin	R0680	33 270
Technical provisions - index-linked and unit-linked	R0690	927 838
TP calculated as a whole	R0700	0
Best estimate	R0710	926 112
Risk margin	R0720	1 726
Other technical provisions	R0730	
Contingent liabilities	R0740	0
Provisions other than technical provisions	R0750	23 462
Pension benefit obligations	R0760	0
Deposits from reinsurers	R0770	10 747
Deferred tax liabilities	R0780	33 671
Derivatives	R0790	0
Debts owed to credit institutions	R0800	24
Financial liabilities other than debts owed to credit institutions	R0810	0
Insurance & intermediaries payables	R0820	12 202
Reinsurance payables	R0830	5 460
Payables (trade, not insurance)	R0840	23 356
Subordinated liabilities	R0850	103 000
Subordinated liabilities not in BOF	R0860	0
Subordinated liabilities in BOF	R0870	103 000
Any other liabilities, not elsewhere shown	R0880	6 289
Total liabilities	R0900	2 254 076
Excess of assets over liabilities	R1000	293 081

		LINE OF BUSINESS FOR: NON-LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS (DIRECT BUSINESS AND ACCEPTED PROPORTIONAL REINSURANCE)									LINE OF BUSINESS FOR: NON-LIFE INSURANCE AND REINSURANCE OBLIGATIONS (DIRECT BUSINESS AND ACCEPTED PROPORTIONAL REINSURANCE)			LINE OF BUSINESS FOR: ACCEPTED NON-PROPORTIONAL REINSURANCE				Total	
		Medical expense insurance	Income protection insurance	Workers' compensation insurance	Motor vehicle liability insurance	Other motor insurance	Marine, aviation and transport insurance	Fire and other damage to property insurance	General liability insurance	Credit and suretyship insurance	Legal expenses insurance	Assistance	Miscellaneous financial loss	Health	Casualty	Marine, aviation, transport	Property		
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160		C0200
Premiums written																			
Gross - Direct Business	R0110										321	1 838							2 159
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120										0							0	
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130																	0	
Reinsurers' share	R0140										289	162							451
Net	R0200										32	1 676							1 708
Premiums earned																			
Gross - Direct Business	R0210										69	1 498							1567
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220										0	0							0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230																	0	
Reinsurers' share	R0240										289	-37							252
Net	R0300										-220	1 536							1 315
Claims incurred																			
Gross - Direct Business	R0310										0	149							149
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320										0	0							0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330																	0	
Reinsurers' share	R0340										0	97							97
Net	R0400										0	52							52
Changes in other technical provisions																			
Gross - Direct Business	R0410										0	8							8
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420										0	0							0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430																	0	
Reinsurers' share	R0440										0	7							7
Net	R0500										0	1							1
Expenses incurred											71	1 382							1 453
Other expenses	R1200																	0	
Total expenses	R1300																	22	

		LINE OF BUSINESS FOR: LIFE INSURANCE OBLIGATIONS						LIFE REINSURANCE OBLIGATIONS		Total
		Health insurance	Insurance with profit participation	Index-linked and unit-linked insurance	Other life insurance	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to health insurance obligations	Annuities stemming from non-life insurance contracts and relating to insurance obligations other than health insurance obligations	Health reinsurance	Life reinsurance	
Premiums written										
Gross	R1410	26 086	104 034	97 551	106 626	0	0	0	0	334 297
Reinsurers' share	R1420	1 813	154	24	23 086	0	0	0	0	25 077
Net	R1500	24 273	103 881	97 527	83 540	0	0	0	0	309 220
Premiums earned										
Gross	R1510	25 727	104 034	97 551	94 340	0	0	0	0	321 651
Reinsurers' share	R1520	1 813	154	24	23 086	0	0	0	0	25 077
Net	R1600	23 914	103 881	97 527	71 254	0	0	0	0	296 575
Claims incurred										
Gross	R1610	13 202	109 899	74 653	23 708	0	0	0	0	221 462
Reinsurers' share	R1620	1 725	999	0	6 973	0	0	0	0	9 696
Net	R1700	11 477	108 900	74 653	16 736	0	0	0	0	211 766
Changes in other technical provisions										
Gross	R1710	979	-708	-35 943	5 689	0	0	0	0	-29 984
Reinsurers' share	R1720	0	-728	4	8 178	0	0	0	0	7 454
Net	R1800	979	20	-35 947	-2 490	0	0	0	0	-37 438
Expenses incurred										
Other expenses	R2500									0
Total expenses	R2600									12 668

NON-LIFE OBLIGATIONS FOR HOME COUNTRY		Home Country	TOP 5 COUNTRIES (BY AMOUNT OF GROSS PREMIUMS WRITTEN) - NON-LIFE OBLIGATIONS					Total Top 5 and home country
			FR	IT				
		C0220	C0230	C0230	C0230	C0230	C0230	
Premiums written								
Gross - Direct Business	R0110		150	2 009				2 159
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0120		0	0				0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0130		0	0				0
Reinsurers' share	R0140		80	371				451
Net	R0200		70	1 638				1 708
Premiums earned								
Gross - Direct Business	R0210		151	1 447				1 599
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0220		0	0				0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0230		0	0				0
Reinsurers' share	R0240		80	171				252
Net	R0300		71	1 276				1 347
Claims incurred								
Gross - Direct Business	R0310		69	80				149
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0320		0	0				0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0330		0	0				0
Reinsurers' share	R0340		57	39				97
Net	R0400		12	41				52
Changes in other technical provisions								
Gross - Direct Business	R0410		8	0				8
Gross - Proportional reinsurance accepted	R0420		0	0				0
Gross - Non-proportional reinsurance accepted	R0430		0	0				0
Reinsurers' share	R0440		7	0				7
Net	R0500		1	0				1
Expenses incurred	R0550		0	1 453				1 453
Other expenses	R1200							0
Total expenses	R1300							1 453

LIFE OBLIGATIONS FOR HOME COUNTRY		Home Country	TOP 5 COUNTRIES (BY AMOUNT OF GROSS PREMIUMS WRITTEN) - LIFE OBLIGATIONS					Total Top 5 and home country
			BE	CH	FR	IT	0	
		C0220	C0230	C0230	C0230	C0230	C0230	
Premiums written								
Gross	R1410	44 141	22 742	12 730	227 524	22 712	0	329 849
Reinsurers' share	R1420	0	507	0	8 646	15 900	0	25 053
Net	R1500	44 141	22 234	12 730	218 878	6 813	0	304 796
Premiums earned								
Gross	R1510	44 141	20 213	12 730	227 401	12 687	0	317 173
Reinsurers' share	R1520	0	507	0	8 646	15 900	0	25 053
Net	R1600	44 141	19 706	12 730	218 755	-3 212	0	292 119
Claims incurred								
Gross	R1610	429	33 585	11	163 327	6 729	0	204 082
Reinsurers' share	R1620	0	24	0	3 839	5 834	0	9 696
Net	R1700	429	33 561	11	159 489	895	0	194 385
Changes in other technical provisions								
Gross	R1710	44 059	167	27 555	50 744	1 468	0	123 993
Reinsurers' share	R1720	0	0	0	-728	8 178	0	7 450
Net	R1800	44 059	167	27 555	51 472	-6 710	0	116 543
Expenses incurred	R1900	1 367	13 023	620	67 155	6 775	0	88 940
Other expenses	R2500							0
Total expenses	R2600							88 940

		Total	Tier 1 unrestricted	Tier 1 restricted	Tier 2	Tier 3
		C0010	C0020	C0030	C0040	C0050
Basic own funds before deduction for participations in other financial sector						
Ordinary share capital (gross of own shares)	R0010	62 264	62 264		0	
Non-available called but not paid in ordinary share capital at group level	R0020	0	0		0	
Share premium account related to ordinary share capital	R0030	58 448	58 448		0	
Initial funds, members’ contributions or the equivalent basic own - fund item for mutual and mutual-type undertakings	R0040	0	0		0	
Subordinated mutual member accounts	R0050	0		0	0	0
Non-available subordinated mutual member accounts at group level	R0060	0		0	0	0
Surplus funds	R0070	0	0			
Non-available surplus funds at group level	R0080	5 316	5 316			
Preference shares	R0090	0		0	0	0
Non-available preference shares at group level	R0100	0		0	0	0
Share premium account related to preference shares	R0110	0		0	0	0
Non-available share premium account related to preference shares at group level	R0120	0		0	0	0
Reconciliation reserve	R0130	172 369	172 369			
Subordinated liabilities	R0140	103 000		103 000	0	0
Non-available subordinated liabilities at group level	R0150	0		0	0	0
An amount equal to the value of net deferred tax assets	R0160	0				0
The amount equal to the value of net deferred tax assets not available at the group level	R0170	0				0
Other items approved by supervisory authority as basic own funds not specified above	R0180	0	0	0	0	0
Non available own funds related to other own funds items approved by supervisory authority	R0190	0	0	0	0	0
Minority interests (if not reported as part of a specific own fund item)	R0200	0	0	0	0	0
Non-available minority interests at group level	R0210	4 804	4 804	0	0	0
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds						
Own funds from the financial statements that should not be represented by the reconciliation reserve and do not meet the criteria to be classified as Solvency II own funds	R0220					
Deductions						
Deductions for participations in other financial undertakings, including non-regulated undertakings carrying out financial activities	R0230	0	0	0	0	0
Whereof deducted according to art 228 of the Directive 2009/138/EC	R0240	0	0	0	0	
Deductions for participations where there is non-availability of information (Article 229)		0	0	0	0	0
Deduction for participations included by using D&A when a combination of methods is used	R0260	0	0	0	0	0
Total of non-available own fund items	R0270	10 120	10 120	0	0	0
Total deductions	R0280	10 120	10 120	0	0	0
Total basic own funds after deductions	R0290	385 962	282 962	103 000	0	0
Ancillary own funds						
Unpaid and uncalled ordinary share capital callable on demand	R0300	0			0	0
Unpaid and uncalled initial funds, members’ contributions or the equivalent basic own fund item for mutual and mutual - type undertakings, callable on demand	R0310	0			0	0
Unpaid and uncalled preference shares callable on demand	R0320	0			0	0
A legally binding commitment to subscribe and pay for subordinated liabilities on demand	R0330	0			0	0
Letters of credit and guarantees under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0340	0			0	0
Letters of credit and guarantees other than under Article 96(2) of the Directive 2009/138/EC	R0350	0			0	0
Supplementary members calls under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0360	0			0	0
Supplementary members calls - other than under first subparagraph of Article 96(3) of the Directive 2009/138/EC	R0370	0			0	0
Non available ancillary own funds at group level	R0380	0			0	0
Other ancillary own funds	R0390	0			0	0
Total ancillary own funds	R0400	0	0	0	0	0
Own funds of other financial sectors						
Credit institutions, investment firms, financial institutions, alternative investment fund managers, UCITS management companies - total	R0410	0	0	0	0	
Institutions for occupational retirement provision	R0420	0	0	0	0	
Non regulated entities carrying out financial activities	R0430	0	0	0	0	
Total own funds of other financial sectors	R0440	0	0	0	0	
Own funds when using the D&A, exclusively or in combination of method 1						
Own funds aggregated when using the D&A and combination of method	R0450	0	0	0	0	0
Own funds aggregated when using the D&A and combination of method net of IGT	R0460	0	0	0	0	0
Total available own funds to meet the consolidated group SCR (excluding own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	R0520	385 962	282 962	103 000	0	0
Total available own funds to meet the minimum consolidated group SCR	R0530	385 962	282 962	103 000	0	
Total eligible own funds to meet the consolidated group SCR (excluding own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	R0560	385 962	282 962	70 740	32 260	0
Total eligible own funds to meet the minimum consolidated group SCR	R0570	385 962	282 962	70 740	32 260	
Consolidated Group SCR	R0590	207 793				
Minimum consolidated Group SCR	R0610	79 599				
Ratio of Eligible own funds to the consolidated Group SCR (excluding other financial sectors and the undertakings included via D&A)	R0630	186%				
Ratio of Eligible own funds to Minimum Consolidated Group SCR	R0650	485%				
Total eligible own funds to meet the group SCR (including own funds from other financial sector and from the undertakings included via D&A)	R0660	385 962	282 962	70 740	32 260	0
SCR for entities included with D&A method	R0670					
Group SCR	R0680	207 793				
Ratio of Eligible own funds to group SCR including other financial sectors and the undertakings included via D&A	R0690	186%				

		C0060
Reconciliation reserve		
Excess of assets over liabilities	R0700	293 081
Own shares (held directly and indirectly)	R0710	0
Foreseeable dividends, distributions and charges	R0720	0
Other basic own fund items	R0730	120 713
Adjustment for restricted own fund items in respect of matching adjustment portfolios and ring fenced funds	R0740	0
Reconciliation reserve	R0760	0
Expected profits		
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Life business	R0770	0
Expected profits included in future premiums (EPIFP) - Non-life business	R0780	162 867
Total Expected profits included in future premiums (EPIFP)	R0790	0

		Net solvency capital requirement	Gross solvency capital requirement	Allocation from adjustments due to RFF and Matching adjustments portfolios
		C0110	C0090	C0100
Market risk	R0010	198 943	245 172	0
Counterparty default risk	R0020	22 244	22 244	0
Life underwriting risk	R0030	30 334	88 078	0
Health underwriting risk	R0040	40 960	40 960	0
Non-life underwriting risk	R0050	894	894	0
Diversification	R0060	-62 076	-94 109	
Intangible asset risk	R0070	0	0	
Basic Solvency Capital Requirement	R0100	231 299	303 239	

CALCULATION OF SOLVENCY CAPITAL REQUIREMENT

		Value
		C0100
Adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation	R0120	0
Operational risk	R0130	10 165
Loss-absorbing capacity of technical provisions	R0140	-71 940
Loss-absorbing capacity of deferred taxes	R0150	-33 671
Capital requirement for business operated in accordance with Art. 4 of Directive 2003/41/EC (transitional)	R0160	0
Solvency capital requirement, excluding capital add-on	R0200	207 793
Capital add-ons already set	R0210	0
Solvency capital requirement for undertakings under consolidated method	R0220	207 793
Other information on SCR		
Capital requirement for duration-based equity risk sub-module	R0400	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for remaining part	R0410	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for ring fenced funds	R0420	0
Total amount of Notional Solvency Capital Requirements for matching adjustment portfolios	R0430	0
Diversification effects due to RFF nSCR aggregation for article 304	R0440	0
Method used to calculate the adjustment due to RFF/MAP nSCR aggregation (*)	R0450	0
Net future discretionary benefits	R0460	223 474
Minimum consolidated group solvency capital requirement	R0470	79 599
Information on other entities		
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements)	R0500	0
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Credit institutions, investment firms and financial institutions, alternative investment funds managers, UCITS management companies	R0510	0
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Institutions for occupational retirement provisions	R0520	0
Capital requirement for other financial sectors (Non-insurance capital requirements) - Capital requirement for non-regulated entities carrying out financial activities	R0530	0
Capital requirement for non-controlled participation requirements	R0540	0
Capital requirement for residual undertakings	R0550	0
Overall SCR		
SCR for undertakings included via D and A	R0560	0
Solvency capital requirement	R0570	207 793

							Ranking criteria (in the group currency)									Criteria of influence						Inclusion in the scope of		Group solvency calculation
Identification code of the undertaking MANDATORY	Country*	Legal Name of the undertaking	Type of undertaking*	Legal form	Category (mutual/ non mutual)*	Supervisory Authority	Total Balance Sheet (for (re)insurance undertakings)	Total Balance Sheet (for other regulated undertakings)	Total Balance Sheet (non-regulated undertakings)	Written premiums net of reinsurance ceded under IFRS or local GAAP for (re)insurance undertakings	Turn over defined as the gross revenue under IFRS or local GAAP for other types of undertakings or insurance holding companies	Underwriting performance	Investment performance	Total performance	Accounting standard*	% capital share	% used for the establishment of consolidated accounts	% voting rights	Other criteria	Level of influence*	Proportional share used for group solvency calculation	Yes/No*	Date of decision if art. 214 is applied	Method used and under method 1, treatment of the undertaking
C0020	C0010	C0040	C0050	C0060	C0070	C0080	C0090	C0100	C0110	C0120	C0130	C0140	C0150	C0160	C0170	C0180	C0190	C0200	C0210	C0220	C0230	C0240	C0250	C0260
LEI/222100EB3U2DVKJ18X86	LU	AFI ESCA HOLDING	5	SARL	2	CAA	242 959		0	0	16 469					1,0000	1,0000	1,0000		1	1,0000	1		1
LEI/222100YT3TT9HR81IS56	LU	AFI ESCA Luxembourg S.A.	1	SA	2	CAA	657 067		0	66 606	0					1,0000	1,0000	1,0000		1	1,0000	1		1
LEI/9695004PDWKZPALEQ327	FR	AFI ESCA IARD	2	SA	2	ACPR	7 075		0	1 447	0					1,0000	1,0000	1,0000		1	1,0000	1		1
LEI/969500HFPMS4ZWWCVN25	FR	THEMIS	1	SA	2	ACPR	7 406 025		0	782 817	0					0,2967	0,2967	0,2967		2	0,2967	1		3
LEI/969500IOOE5LWOF6PC19	FR	AFI ESCA	1	SA	2	ACPR	1 721 713		0	242 459	0					0,9532	0,9532	0,9532		1	0,9532	1		1
SC/222100EB3U2DVKJ18X86BE00001	BE	Custy Holding	10	SRL	2		0		7 868	4 302	0					0,6667	0,6667	0,6667		1	0,6667	1		1
SC/222100EB3U2DVKJ18X86FR00001	FR	AD HOC GTI	10	SA	2		0		1 560	2 500	0					0,8583	0,8583	0,8583		1	0,8583	1		1
SC/222100EB3U2DVKJ18X86FR00002	FR	CEAAPS	10	ASS	2		0		1 901	1 599	0					0,3562	0,3562	0,3562		2	0,3562	1		3
SC/969500IOOE5LWOF6PC19FR00001	FR	MAGNACARTA	10	SA	2		0		14 650	6 151	0					0,2903	0,2903	0,2903		2	0,2903	1		3
SC/969500IOOE5LWOF6PC19FR00002	FR	LD INVESTISSEMENT	10	SA	2		0		51 763	359	0					0,9532	0,9532	0,9532		1	0,9532	1		1
SC/969500IOOE5LWOF6PC19FR00003	FR	PLEYEL INVESTISSEMENT	10	SA	2		0		95 352	2 371	0					0,9532	0,9532	0,9532		1	0,9532	1		1
SC/969500IOOE5LWOF6PC19FR00004	FR	SERENITE INVESTISSEMENT	10	SA	2		0		1 381	9	0					0,3292	0,3292	0,3292		2	0,3292	1		3
SC/969500IOOE5LWOF6PC19FR00005	FR	DOM FINANCE	10	SA	2		0		9 155	10 912	0					0,2000	0,2000	0,2000		2	0,2000	1		3
SC/969500IOOE5LWOF6PC19LU00001	LU	WALLIS ESTATE	10	SA	2		0		20 141	2 065	0					1,0000	1,0000	1,0000		1	1,0000	1		1
SC/969500IOOE5LWOF6PC19MC00001	MC	AVANTAGES	10	SAM	2		0		1 462	4 343	0					0,3794	0,3794	0,3794		2	0,3794	1		3

